



LA CRISE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DU SAHEL:

L'urgence d'appuyer la résilience des populations vulnérables

Cadre stratégique de réponse régionale

Burkina Faso, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad, et Sénégal

VERSION 2
Avril 2012

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	3
RÉSUMÉ	4
1. LES SPÉCIFICITÉS DE LA CRISE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE DE 2012.....	6
1.1 Facteurs conjoncturels et structurels.....	6
1.2 Zones géographiques affectées	6
1.3 Répartition de la population en état d'insécurité alimentaire et nutritionnelle	8
1.4 Évaluation générale de la situation alimentaire et nutritionnelle	8
2. CADRE INSTITUTIONNEL DE COORDINATION, D'ÉVALUATION DES BESOINS ET DE SUIVI	9
2.1 Niveau national	9
2.2 Organisations intergouvernementales (CILSS-CEDEAO)	9
2.3 Organisations internationales (IASC)	10
2.4 Le défi d'arriver à une analyse situationnelle consensuelle au Sahel	10
2.5 Importance du suivi de la situation régionale jusqu'aux prochaines récoltes 2012-2013	11
2.6 Facteurs de risque au Sahel	12
3. PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT, LRRD, LEÇONS APPRISSES ET ALERTES PRÉCOCES	12
3.1 Les interventions de développement mises en œuvre par la FAO dans la région	12
3.2 Au-delà de l'action sur deux fronts et des liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LARD) : l'intégration urgence, réhabilitation et développement	14
3.3 Quelques leçons apprises lors la réponse apportée à la sécheresse dans la Corne de l'Afrique..	15
3.4 Quelques leçons apprises des dernières crises au Sahel.....	16
3.5 L'alerte précoce de la crise 2012 au sahel.....	16
4. CADRE STRATÉGIQUE DE RÉPONSE DE LA FAO	17
4.1 Les objectifs et résultats	17
4.2 Les trois thèmes transversaux	20
4.3 Les thèmes prioritaires du cadre stratégique de réponse.....	21
4.4 Les principes de mise en œuvre et orientations directrices.....	24
4.5 Le calendrier agricole et pastoral (FEWSNET)	25
5. NOMBRE DE PERSONNES CIBLÉES ET ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS IMMÉDIATS DE LA FAO EN 2012	26
5.1 Estimations du nombre de personnes ciblées par la FAO en 2012	26
5.2 Estimation des besoins financiers	27
FICHES RÉGION ET PAYS	29
COORDINATION ET APPUI RÉGIONAL URGENCE ET GESTION/RÉDUCTION DES RISQUES EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION	30
BURKINA FASO.....	33
GAMBIE	37
MALI	41
MAURITANIE.....	45
NIGER	50
SÉNÉGAL	56
TCHAD	60

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

BOAD	Banque Oueſt Africaine de développement
CAP	Processus d'Appel Consolidé
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Oueſt
CERF	Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires
CILLS	Comité permanent Inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel
CSA	Comité pour la sécurité alimentaire mondiale
CSN	Comité de Coordination et de Suivi de programmes en sécurité alimentaire
DRC	Conseil danois pour les réfugiés
ECHO	Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile
EPR	Unité de Préparation et d'intervention d'urgence
ERCU	Unité de coordination des urgences et de la réhabilitation
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWSNET	Réseau de systèmes d'alerte rapide sur les risques de famine
FSNWG	Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition
GIEWS	Système, mondial d'information et d'alerte rapide
GTEAR	Groupe thématique économie agricole et rurale
IASC	Comité permanent interorganisations
IDA	Association pour le développement international
IFRC	Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
INP	Institut national de pédologie
LARD	Liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
LEGS	Normes et Directives pour l'aide d'urgence à l'élevage
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
OFDA	Bureau de l'aide d'urgence en cas de catastrophes
OHCHR	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'homme
OIM	Organisation internationale des migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PAPIL	Projet d'appui à la petite irrigation
PFNL	Produit forestier non ligneux
PRSP	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
REACH	Initiative de partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants
REOWA	Bureau sous-régional des opérations d'urgence et de la réhabilitation pour l'Afrique de l'Oueſt/Sahel
SAP	Système d'alerte précoce
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNOWA	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Oueſt
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNISDR	Stratégie Internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies UNOWA
	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Oueſt
USAID	Agence américaine pour le développement international
WVI	World Vision International

Cadre stratégique de réponse à la crise nutritionnelle et alimentaire au Sahel de 2012

RÉSUMÉ

À la suite de l'alerte lancée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) en octobre-novembre 2011 face à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel, la FAO, en appui aux gouvernements nationaux et en collaboration avec les agences humanitaires actives en Afrique de l'Ouest et au Sahel, a préparé un cadre stratégique de réponse intitulé « **La crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel : l'urgence d'appuyer la résilience des populations vulnérables** ». Ce programme inclut une composante régionale et des interventions nationales au Burkina Faso, en Gambie, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Tchad, et au Sénégal.

Pour protéger efficacement les moyens d'existence menacés des populations et améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, il est primordial de réduire les impacts négatifs de la crise sur la production alimentaire et sur les circuits de commercialisation et d'établir les conditions favorisant la réhabilitation et la restauration de l'autonomie. Parallèlement, il est essentiel de préserver la disponibilité, l'accès et la consommation de denrées de qualité, tout en renforçant la résilience des communautés, des individus et en particulier des femmes qui jouent un rôle fondamental à tous les niveaux des systèmes alimentaires.

L'objectif global du programme que la FAO se propose de mettre en œuvre vise à **améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables du Sahel**.

Son objectif spécifique est de **protéger et de renforcer la résilience des moyens d'existence des agriculteurs, éleveurs, agro-pasteurs, agro-sylvo-pasteurs et autres groupes vulnérables face à la crise de 2012**. Les cinq résultats attendus du cadre stratégique de programme de réponse sont:

- **Résultat 1- Appuyer la résilience** : la résilience des populations vulnérables est protégée et améliorée.
- **Résultat 2- Gouverner les risques et les crises**: les capacités institutionnelles nationales et régionales de coordination et de gestion des crises et de réduction des risques d'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont renforcées.
- **Résultat 3- Observer pour préserver** : l'évaluation des besoins, le suivi et les systèmes d'alerte précoces (SAP) aux niveaux local, national et régional sont renforcés de façon concertée et intégrée.
- **Résultat 4- Se préparer à la réponse** : les plans de contingence et les capacités de préparation aux crises/catastrophes sont renforcés aux niveaux régional, national et local.
- **Résultat 5- Informer et communiquer pour savoir** : la gestion des connaissances et la dissémination des bonnes pratiques de réduction des risques et de renforcement de la résilience sont appuyées à tous les niveaux.

Les trois thèmes transversaux suivants appuient la réalisation des cinq résultats stratégiques :

- le rôle central du développement des capacités ;
- les partenariats et alliances stratégiques ;
- l'importance cruciale de l'égalité du genre.

Sur la base des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement mis en œuvre ces dernières années et des expériences acquises, les interventions proposées sont conçues de façon à répondre aux besoins immédiats pour l'année en cours, (première phase du programme, objet du présent document) en apportant une assistance urgente aux populations vulnérables ciblées afin d' :

- améliorer la disponibilité alimentaire en période sèche ;
- assurer la protection des moyens d'existence des agriculteurs, pasteurs, agro-pasteurs et autres groupes vulnérables afin d'éviter les ventes excessives de biens et des mécanismes d'adaptation négatifs, en particulier la perte du cheptel des pasteurs les plus à risque ;
- atténuer l'effet de la hausse des prix des céréales sur l'approvisionnement des populations les plus pauvres.

Les interventions proposées selon les cinq axes de résultats sont des mesures proactives qui contribueront à réduire l'impact de la crise liée en partie à la sécheresse et qui sont plus efficaces et moins coûteuses que des mesures de réponse seules. Les périodes de **pré-soudure et de soudure de mars-avril à septembre** selon la zone considérée, sont critiques pour l'insécurité alimentaire et la malnutrition. **Il faut intervenir dès maintenant si l'on veut réussir à protéger les moyens d'existence des plus vulnérables et éviter l'escalade de la situation qui pourrait conduire à la famine.**

Le Programme de réponse visera dans une deuxième phase (en cours d'élaboration) et de façon continue, les besoins de redressement pour 2013 et, ensuite, les besoins à plus long terme en 2014 et 2015. Le programme sera ajusté le cas échéant afin de tenir compte de l'évolution de la situation agricole et alimentaire et de garantir la cohérence entre les interventions d'urgence, de réhabilitation et de développement ainsi que les investissements qui y sont relatifs.

Les cinq axes de résultats proposés seront maintenus dans les phases d'urgence, de redressement/réhabilitation et de développement afin d'assurer la continuité et la complémentarité des interventions en faveur de la résilience des personnes vulnérables et des institutions au niveau local, national et régional du Sahel. En cas de nouvelle crise, ce même cadre de cinq résultats stratégiques restera valable et la programmation future sera simplifiée car construite sur des piliers existants qui favorisent la coordination des actions et la structuration des activités et de la communication dans un même cycle « avant, pendant et après » de crises chroniques. Cette approche est fondée sur le principe qu'il est indispensable de prévoir, de mitiger et de se préparer à répondre aux crises et sur la nécessité de s'orienter vers une approche de gestion et réduction des risques de façon planifiée, flexible et adaptable, plutôt que sur les efforts et coûts de gestion de crise, quand il est souvent déjà trop tard.

Avec le concours de ses partenaires financiers, la FAO se prépare à atteindre plus de 60 pour cent des personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle en Mauritanie, et au Niger. La FAO vise plus de 40 pour cent des personnes affectées au Burkina Faso, Sénégal, et en Gambie. Au Mali et au Tchad la FAO vise plus de 10 pour cent des personnes affectées.

La FAO a estimé les besoins financiers immédiats pour protéger la résilience des agriculteurs, des pasteurs, des agro-pasteurs, des agro-sylvo-pasteurs et autres groupes marginaux, en 2012 à près de **80 million d'USD** afin d'assister environ **6, 2 millions de personnes** dans la région du Sahel¹, **soit près de 39 pour cent des 16 millions² de personnes estimées en insécurité alimentaires et nutritionnelle.**

Les besoins estimés pour les interventions menées par la FAO pour l'appui d'urgence à la résilience représentent seulement 15 pour cent du montant total de la stratégie de réponse IASC pour la sécurité alimentaire, et seulement 10 pour cent des 723 millions estimés pour la sécurité alimentaire et la nutrition. **A ce jour, seuls 21 pour cent des besoins financiers de la FAO sont financés.**

Les interventions immédiates proposées par la FAO offrent une garantie de viabilité car elles appuient de manière directe les moyens d'existence des personnes vulnérables afin de contribuer à

¹ Le plan de réponse IASC ne tient pas compte de la Gambie qui a déclaré l'urgence seulement plus tard. Par contre la FAO a ajouté la Gambie dans son programme d'action.

² Estimation selon différentes sources au 13.03.2012.

leur autonomie et dignité de vie. Les détails de ces activités immédiates planifiées actuellement pour 2012, sont présentés dans le programme qui suit et dans les fiches région et pays.

1. LES SPÉCIFICITÉS DE LA CRISE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE DE 2012

Deux ans seulement après la grave crise alimentaire et nutritionnelle de 2010, plusieurs pays du Sahel sont de nouveau exposés à une insécurité alimentaire massive qui risque de s'aggraver rapidement au cours des prochains mois.

1.1 Facteurs conjoncturels et structurels

Au titre des **facteurs conjoncturels** :

- De mauvaises récoltes en 2011 dues aux pluies sporadiques donc irrégulières et insuffisantes (retards, longues pauses pluviométriques et arrêt précoce des pluies) et aux attaques localisées de prédateurs (sauteriaux, mineuses du mil, oiseaux et autres pestes).
- Un déficit en pâturage, en fourrage et en eau dû au caractère sporadique des pluies, combiné à la dégradation du couvert végétal liée à sa surexploitation.
- Une hausse inhabituelle et importante des prix des céréales en 2011-2012 dans la région.
- Une situation d'insécurité alimentaire persistante, en grande partie en raison des difficultés de récupération conséquentes à la crise alimentaire de 2010.
- La récurrence des crises au Sahel depuis 2000, qui détériore les moyens d'existence des plus pauvres et affaiblit leur résilience pour affronter la crise de 2012.
- L'insécurité, l'instabilité politique et les conflits dans la région qui aggravent la situation.
- La perte de transferts de fonds de certains migrants liée aux crises sociales telle que la crise libyenne.
- Et plus récemment (mars 2012) le conflit armé qui affecte le nord du Mali dont l'issue reste incertaine au moment de finaliser ce document.

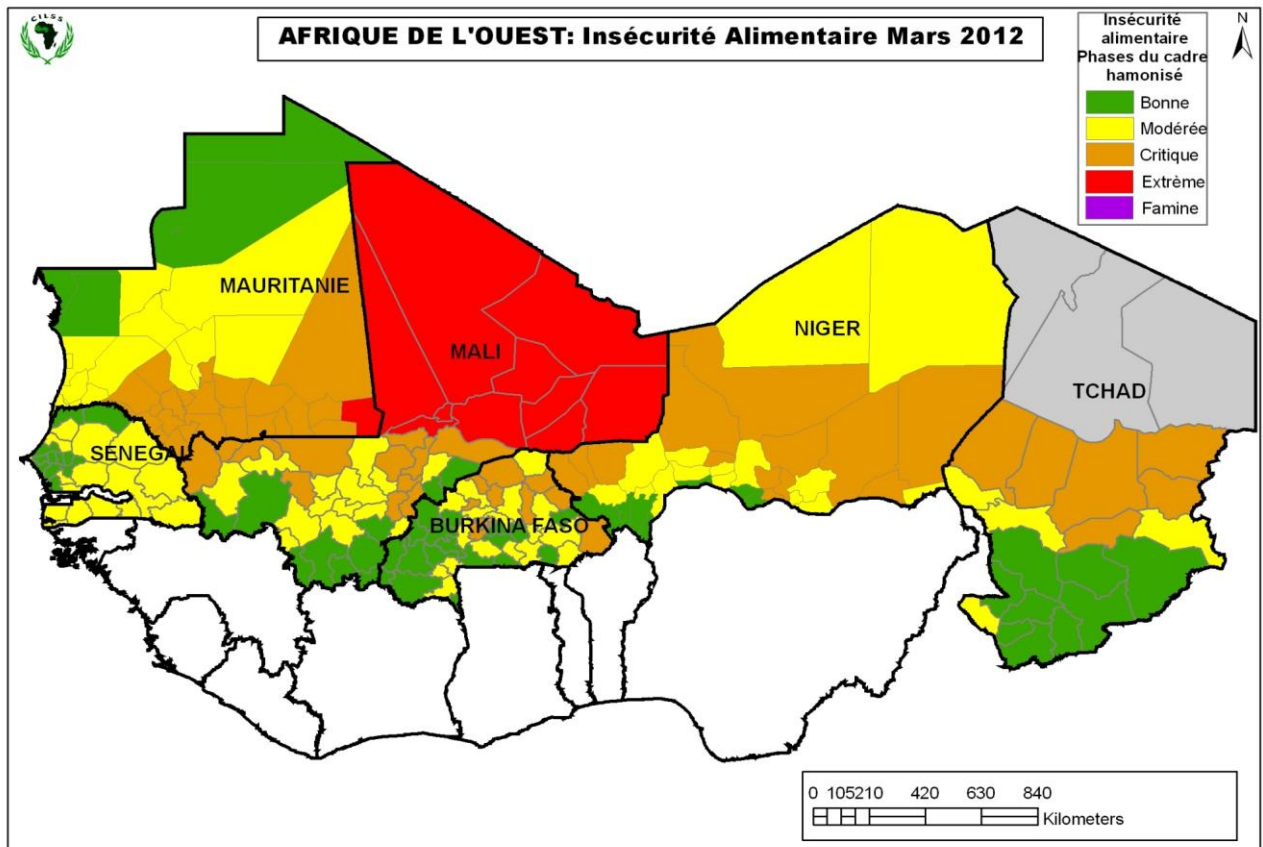
A ces facteurs conjoncturels s'ajoutent les **causes structurelles** de vulnérabilité des populations, en particulier des agriculteurs, agro-pasteurs, pasteurs, agro-sylvo-pasteurs et autres groupes marginaux (sans terres, déplacés, migrants, réfugiés, familles d'accueil, etc.), tels que :

- Le taux de pauvreté qui est l'un des plus élevés au monde (manque d'accès aux services de base : éducation, eau potable, santé, protection sociale, etc.).
- Les taux élevés de malnutrition, qui exigent une réponse intégrée pour faire face aux causes liées aux aspects éducation, santé, eau potable, moyens d'existence, condition de la femme, etc.
- L'explosion démographique, l'urbanisation et la migration.
- La désertification et les changements climatiques avec la diminution des précipitations durant les 50 dernières années qui ont induit une vulnérabilité accrue des systèmes agro-pastoraux et des écosystèmes.
- La faiblesse des investissements dans les filières agricoles (depuis la production, au stockage, et à la transformation et commercialisation) et la faible diversification (agriculture, élevage, pêche, forêts et gestion des terres et de l'eau).
- La fragilité des écosystèmes avec l'appauvrissement des sols, le déboisement, le déclin de la biodiversité et le manque d'eau.

1.2 Zones géographiques affectées

La crise alimentaire et pastorale au Sahel touche de larges zones de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger, du Tchad et de la Gambie et dans une moindre mesure du Sénégal. La carte ci-dessous présente la situation dans son ensemble. L'identification des zones à risque a été réalisée durant les missions conjointes CILSS-FAO-FEWS NET-PAM-Gouvernements. Elle concerne :

- la bande sahélienne au Tchad;
- le centre et le nord de Tillabéry, le centre de Tahoua et l'est de Zinder et Diffa au Niger;
- la bande sahélienne du nord des régions de Koulikoro, Ségou et Mopti et les régions du Nord du Mali;
- le nord, Sahel et Plateau central au Burkina Faso;
- le sud et le sud-est de la Mauritanie;
- la Gambie ;
- le sud-est du Sénégal.



Source : Cellule d'analyse de la vulnérabilité ACF, CILSS, FAO, FEWS NET, OXFAM, PAM. Save the Children. Niamey 2-6 avril 2012.

1.3 Répartition de la population en état d'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Pays (*)	Burkina Faso	Gambie	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Tchad	Total
Personnes en insécurité alimentaire	1 670 000	601 850	3 575 160	700 000	5 458 871	739 251	3 622 200	16 367 272
% du total des personnes affectées	10,2	3,7	21,8	4,3	33,4	4,5	22,1	100
% population nationale	10	34	23	22	35	5,6	30	23

1.4 Évaluation générale de la situation alimentaire et nutritionnelle

- La production céréalière³ brute au Sahel et en Afrique de l'Ouest révisée en mars 2012 est estimée à 54 780 000 tonnes contre 54 451 000, telle qu'évaluée en novembre 2011. Elle est en baisse de 9 pour cent par rapport à 2010. Au Sahel, la production céréalière (révisée à 16 424 000 tonnes) accuse une forte baisse de 26 pour cent par rapport à l'année dernière. Cette année, les baisses de production céréalière les plus importantes sont enregistrées en Gambie (56 pour cent), au Tchad (49 pour cent), au Sénégal (36 pour cent), au Niger (31 pour cent), en Mauritanie (34 pour cent) et au Burkina Faso (20 pour cent).
- La situation pastorale reste difficile dans beaucoup de régions en raison du mauvais développement des pâturages, du mauvais remplissage des points d'eau et du surpâturage entraînant une transhumance précoce et perturbée. Cette année, le déficit fourrager est prononcé dans la bande sahélienne. La chute de production fourragère limitera les opportunités de revenus pour les franges les plus pauvres des zones affectées, dans la mesure où il y aura moins d'opportunités d'emploi agricole, de garde d'animaux ou de vente des petits ruminants. Le départ précoce (ayant débuté en janvier/février) des animaux en transhumance concerne également les déplacements transfrontaliers. Par ailleurs, l'insécurité qui prévaut au nord du Mali a provoqué une perturbation des mouvements de transhumance dans ces zones et dans les zones limitrophes des pays voisins, augmentant les risques de conflits sociaux entre différents groupes de pasteurs et entre pasteurs et cultivateurs. Des actions de maintien et de renforcement des moyens d'existence des pasteurs et agro-pasteurs sont nécessaires afin de les aider à faire face aux risques de détérioration de l'état de leur bétail. Les modes de vie des pasteurs sont les plus à risque d'insécurité alimentaire dans les prochains mois.
- Le manque d'eau limite les performances des cultures de contre-saison et de décrues. Par exemple au Mali, dans le plateau Dogon, lors d'une année normale, il est possible de faire deux à trois cycles de production, mais cette année 2012, une seule production est possible avec les conséquences négatives sur les revenus des petits producteurs concernés. Ailleurs les résultats seront en deçà des attentes à cause du déficit hydrique et du faible niveau des points d'eau.
- Les niveaux des prix pratiqués sur les marchés sont plus élevés que ceux de l'année passée à la même période. D'autre part, depuis la fin des récoltes, les niveaux d'approvisionnement des

³ Note de concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest, Abidjan, 13-15.03.2012, CILSS, FAO.FEWSNET, PAM.

marchés se sont légèrement améliorés. Mais l'offre n'a pas suffi à entraîner une baisse significative des prix. L'évolution des prix des céréales pendant la période de soudure (dépendante du déroulement de la campagne agricole 2012-2013) et l'importance de la réponse humanitaire (aide alimentaire/argent, nutrition, préservation des moyens d'existence) influenceront la sévérité de la crise dans les mois à venir.

- Les marchés pourraient assurer une part de la réponse à la crise localisée de cette année. Cependant, il est impératif d'assurer un approvisionnement correct des zones déficitaires. Des flux de surplus ont été relevés pour le mil/sorgho à partir du Burkina vers le Niger, du Nigeria vers le Niger et du Salamat vers le Sahel Tchadien. Pour le maïs, on observe des flux de la Côte d'Ivoire vers le sud du Mali et la Mauritanie, du Bénin vers le Niger et le Nigeria, du Nigeria vers le Niger et du Burkina Faso en direction du Mali (au ralenti).
- En 2011, des taux très élevés de malnutrition aiguë globale (≥ 15 pour cent) ont été enregistrés en particulier dans des régions du Tchad, du Mali, du Sénégal et de la Mauritanie. De même, des prévalences élevées (≥ 10 pour cent- < 15 pour cent) ont été observées dans des zones localisées de certains pays, notamment au Burkina Faso, au Niger et en Gambie et au Sénégal. De façon plus globale, la forte prévalence de la malnutrition chronique est persistante dans l'ensemble des pays de la région. Cette situation de malnutrition aiguë est à suivre de très près car une augmentation du nombre d'admissions est observée dans certains pays de la région. Par ailleurs, malgré certaines améliorations comme en Mauritanie, la forte prévalence de la malnutrition chronique est persistante dans l'ensemble des pays de la région.

2. CADRE INSTITUTIONNEL DE COORDINATION, D'ÉVALUATION DES BESOINS ET DE SUIVI

2.1 Niveau national

À la suite des enquêtes nationales agricoles, tous les pays du Sahel à l'exception du Sénégal ont déclaré l'état d'urgence et/ou lancé des appels à l'aide internationale. Lors d'un sommet organisé le 23 novembre 2011 à Niamey, les présidents du Niger, du Mali et du Burkina Faso ont fait part des mauvaises productions agricoles et pastorales et des difficultés alimentaires préoccupantes risquant d'affecter leurs pays respectifs et préparé des plans d'urgence. La Mauritanie a dévoilé son plan d'intervention le 10 novembre 2011, la Gambie le 31 janvier 2012 et le Tchad a lancé un appel à l'aide internationale en décembre 2011. Le Sénégal vient lui aussi, de faire une déclaration dans ce sens.

2.2 Niveau régional : organisations intergouvernementales (CILSS-CEDEAO)

Le Comité permanent Inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) est le bras technique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour les questions relatives à la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Les évaluations conjointes des récoltes CILSS-FAO- FEWSNET (Réseau de systèmes d'alerte rapide sur les risques de famine) - PAM- (Programme alimentaire mondial) Gouvernements menées en octobre 2011 ont mis en évidence les risques de crise alimentaire exprimés dans le communiqué de la réunion du PREGEC⁴ de novembre et confirmé par le communiqué du RPCA⁵ de décembre et du PREGEC de mars 2012. Les évaluations

⁴ PREGEC : Réseau de prévention et de gestion des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest, piloté par le CILSS. Il y a quatre réunions annuelles dans la région : septembre, novembre, mars et juin.

⁵ RPCA Réseau de Prévention des crises alimentaires : acteurs régionaux et partenaires techniques et financiers. Il y a deux réunions annuelles : décembre dans la région et avril : réunion restreinte à Paris.

conjointes des marchés et de la sécurité alimentaire CILSS-FAO-FEWSNET- PAM - Gouvernements ont été organisées en janvier 2012. Un compte-rendu conjoint a été publié.

2.3 Niveau mondial : organisations internationales (IASC)

Les risques de crise alimentaire et nutritionnelle ont été identifiés dans le cadre du Groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition (IASC) dès octobre 2011 et une alerte a été lancée en novembre par la FAO et le PAM. Une stratégie de préparation de la réponse a été élaborée par les organisations régionales du IASC et lancée le 15 décembre 2011 (Document stratégique 2012- Préparation pour une crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel et les pays limitrophes). Cette stratégie s'appuie sur les CAP du Niger et du Tchad et se réfère aux plans de réponse nationaux existants. Elle a été mise à jour par l'inclusion d'un plan de réponse (Document stratégique 2012 - Version 2 - Plan de réponse face à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel). Cette version chiffre le nombre de personnes vulnérables en insécurité alimentaire, par pays, ainsi que les besoins par activité et par pays. Une troisième mise à jour devrait être faite prochainement et des discussions entre les principaux acteurs sont actuellement en cours à ce sujet.

2.4 Le défi d'arriver à une analyse situationnelle consensuelle au Sahel

La quasi totalité des acteurs nationaux et régionaux reconnaît des déficits de production importants par rapport à l'année précédente et une baisse par rapport à la moyenne quinquennale (voir avis de la réunion du PREGEC d'Abidjan 13-15 mars 2012). Ces mauvaises productions ont eu un impact sur les prix qui ont depuis les mois de septembre-octobre 2011 un comportement atypique (pas de baisse au moment des récoltes). Les causes de ce comportement doivent encore être approfondies et trouver une explication consensuelle. La quasi-totalité des acteurs sont également d'accord pour reconnaître que cette hausse des prix couplée aux faibles productions agricoles et aux revenus limités provoque une baisse de pouvoir d'achat des agriculteurs et des agro-pasteurs et compromet l'accessibilité alimentaire des ménages les plus vulnérables. Il s'agit bien d'une crise d'accessibilité. La situation pastorale est moins documentée et la gravité de la situation n'est pas toujours analysée, sauf à travers le suivi des termes de l'échange céréales/bétail. Dans certaines zones, ces termes de l'échange évoluent en défaveur des éleveurs.

Des enquêtes auprès des ménages ont été réalisées fin 2011 – début 2012 au Niger, en Mauritanie et au Tchad. Une évaluation de l'économie des ménages (Households Economy Approach - HEA) a été réalisée au Burkina Faso et une enquête rapide de suivi des zones à risque a été conduite au Sénégal sur un petit échantillonnage de ménages. Ces enquêtes soulignent la situation inquiétante qui prévalait déjà à cette époque (période de post-récolte intégrant l'impact des retournés de Libye), et les risques d'une détérioration significative de la sécurité alimentaire si une réponse adéquate n'était pas apportée à temps.

Pour analyser de façon intégrée toutes ces données primaires et pour améliorer le plaidoyer auprès des bailleurs de fonds, les acteurs régionaux basés à Dakar et FEWS NET ont réalisé un exercice d'analyse de la sévérité de la crise suivant une approche du Cadre Harmonisé (IPC compatible). Le CILSS, la FAO, FEWSNET et le PAM se sont réunis à Abidjan du 13 au 15 mars derniers et ont émis un avis conjoint sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest et conclu que « les déficits céréaliers et fourragers au Sahel se confirment et entraînent déjà des crises localisées qui pourraient s'aggraver si les actions d'atténuation engagées ne sont pas renforcées ». Le CILSS a réalisé sa propre carte de vulnérabilité suivant l'approche du Cadre Harmonisé et il y a donc plusieurs analyses distinctes actuellement, mais toutes les parties prenantes⁶ ont exprimé leur souhait d'atteindre un consensus rapidement et de se retrouver pour réaliser un exercice d'analyse régionale suivant l'approche du Cadre Harmonisé (prévu à Niamey du 2 au 6 avril 2012) lequel a abouti à une carte consensuelle et mise à jour (voir carte au point 1.2) qui devrait être utilisée

⁶ FAO, CILSS, FEWS NET, JRC-EU, OXFAM, PAM, SC/UK.

comme référence par toutes les parties prenantes. Une mise à jour de la situation est programmée début juin 2012.

2.5 Importance du suivi de la situation régionale jusqu'aux prochaines récoltes 2012-2013

Pour améliorer l'analyse de la situation et des besoins de la région, il est essentiel de :

- mesurer de façon consensuelle la sévérité de l'insécurité alimentaire courante suivant l'approche du Cadre Harmonisé (IPC compatible ; échelle d'insécurité alimentaire de 1 à 5) et faire des projections pour le pic de période de soudure d'avril à septembre 2012 : un atelier de travail est prévu à Niamey (Niger) (voir ci-dessus).
- Suivre les prix des céréales et les flux transfrontières pour apprécier l'évolution de la disponibilité alimentaire dans les zones déficitaires et l'accessibilité alimentaire des ménages : la plupart des pays ont un système d'information sur les marchés des céréales fonctionnel et communiquent leurs données régulièrement; l'évolution de la campagne agricole 2012-2013, à travers les systèmes d'information météorologiques, conditionnera également les prix à partir du mois d'août 2012.
- Suivre la mise en œuvre de mécanismes d'adaptation (exode saisonnier/travail journalier, réduction de la quantité et la qualité des repas, endettement, vente de biens y compris les avoirs productifs, réduction des dépenses sociales, etc.). Ces informations sont disponibles mais de façon parcellaire au Sahel, généralement à travers les rapports des ONG.
- Suivre la situation pastorale à travers les termes de l'échange céréales/bétail, les mouvements des transhumants, le remplissage des points d'eau et la régénération des pâturages avec les premières pluies à partir de juillet – août. La vulnérabilité des pasteurs et la mise en œuvre des réponses sont des questions qui restent difficiles à traiter. Les systèmes d'information sur le bétail sont moins performants et les informations sont parcellaires, obtenues entre autres via les ONG.
- Suivre la situation de la disponibilité en eau et se préparer à des mesures d'urgences pour assurer l'apport d'eau potable aux populations menacées et au bétail à risque et dans un deuxième temps faire une analyse de la situation de la disponibilité en eau et renforcer les mesures de conservation et de gestion de l'eau et des terres.
- Suivre la situation nutritionnelle avec des enquêtes SMART : des enquêtes sont prévues au Burkina Faso (août 2012), au Mali (juin 2012), en Mauritanie (juin/juillet 2012), au Niger (mai 2012), au Sénégal (mai 2012), et au Tchad (avril/mai 2012). Elles seront utiles pour la programmation des actions nutritionnelles jusque fin 2012 ainsi que pour la planification des actions intégrées à plus long terme.
- Continuer le suivi de la situation i) des déplacés maliens, ii) des réfugiés maliens, iii) des retournés ressortissants des pays voisins et iv) des populations maliennes restées sur place où des cas de pillage de vivres à grande échelle ont été rapportés par les médias. Cette dernière tranche de la population nécessitera des actions de plaidoyer auprès des autorités en place à Bamako et auprès des groupes armés au nord du pays, pour permettre un accès humanitaire suffisant.

2.6 Facteurs de risque au Sahel

Les principaux facteurs de risque présents actuellement au Sahel et qui devront être considérés à l'avenir pour cette crise régionale complexe sont les suivants :

1. Irrégularité des pluies ;
2. Sècheresses récurrentes et inondations localisées ;
3. Variabilité climatique, désertification et dégradation des sols ;
4. Système agro-pastoraux vulnérables aux aléas climatiques ;
5. Attaques acridiennes ;
6. Maladies et pestes végétales et animales transfrontalières ;
7. Dépendances à l'égard des marchés céréaliers internationaux ;
8. Variabilité des prix des denrées alimentaires de base ;
9. Instabilité politique et conflits.

3. PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT, LARD, LEÇONS APPRISES ET ALERTES PRÉCOCES

3.1. Les interventions de développement mises en œuvre par la FAO dans la région

En plus des activités d'urgence et de réhabilitation en cours d'exécution avant la crise actuelle de 2012, des interventions à moyen et à long terme sont mises en œuvre pour inverser le cycle des crises alimentaires au Sahel. Ces activités de développement de la FAO en cours dans la région sont les suivantes :

- une initiative de gestion de l'eau et de sécurité alimentaire financée par l'Espagne pour cinq pays d'Afrique de l'Ouest, dont quatre au Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal), pour un total de 20 millions d'USD ;
- Le programme de sécurité alimentaire à travers la commercialisation, axé sur la chaîne de valeur dans sept pays d'Afrique de l'Ouest, dont le Mali (4,2 millions d'USD) et le Sénégal (3,3 millions d'USD), financé par l'Italie et avec un budget total de 21 millions d'USD ;
- L'appui de la coopération Sud-Sud de la Chine au Mali et au Sénégal, du Vietnam au Tchad et du Maroc au Niger.

Burkina Faso

- Projet d'aménagement hydro-agricole de Soum: 13,7 millions d'USD financés par la Banque Ouest Africaine de développement (BOAD), et 11,4 millions d'USD par la Banque Islamique de développement.
- Agrifin – Réseau caisses populaires du Burkina Faso (RCPB): 2 millions d'USD : Agrifin/Banque mondiale.
- Projet d'appui au développement durable de l'agriculture irriguée (PADDAI) : 90 millions d'USD (Association pour le développement international [IDA]).
- Projet d'appui au développement agricole du Burkina Faso (PADAF): 75 millions d'USD: (FIDA).
- Projet régional d'amélioration de la productivité et de la sécurité alimentaire (PAPSA): 51,3 millions d'USD (IDA).

Tchad

- Programme d'appui au développement rural dans le Guéra (PADER-G ») : 20,1 millions d'USD (FIDA).
- Projet Croissance agricole et sécurité alimentaire : 25 millions d'USD (Banque mondiale) devenu Projet d'urgence et d'appui à la production agricole.

Mali

- Projet de compétitivité et de diversification agricole (PCDA) 47,5 millions d' USD (Banque mondiale).
- Projet d'accroissement de la productivité agricole au Mali (PAPAM): 160 millions d'USD (Banque mondiale FIDA et Union européenne).
- Projet d'aménagement hydro-agricole du casier de Molodo Nord à l'Office du Niger au Mali (PAHM): 23,90 millions d'USD (BOAD).
- Projet d'aménagement du barrage de Taoussa: 20 millions d'USD (BOAD).
- Programme de microfinance rurale 30,76 millions d'USD (FIDA)
- Programme de développement des ressources en eau et de gestion durable des écosystèmes (PDREDGE) dans les trois pays membres de l'Autorité du Bassin du Niger: Bénin, Mali et Niger: 2010-2012 (Banque mondiale).

Mauritanie

- Projet de développement intégré de l'agriculture irriguée en Mauritanie (PDIAM) 46,7 millions d'USD (Banque mondiale)
- Projet de développement rural communautaire (PDRC) 58 millions d'USD et Projet associé d'aménagement communautaire des bassins versants (PACBV).

Niger

- Projet d'appui à la sécurité alimentaire et au développement dans la Région de Maradi (PASADEM) : 31,7 millions d' USD.
- Second projet d'urgence de sécurité alimentaire et de développement rural (PUSADER II): 38,7 millions d'USD (GFRP⁷, IFAD, OFID⁸, BFFS⁹).
- Programme de développement des ressources en eau et de gestion durable des écosystèmes (PDREDGE) : 150 millions d'USD.
- Projet de développement des exportations et des marchés agro-sylvo-pastoraux (PRODEX), 43,3 millions d'USD (IDA).
- Programme régional de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO)/(WAAP-1C) : 30.0 millions d'USD (IDA).
- « Initiative 3N » les Nigériens Nourrissent les Nigériens.

Sénégal

- Programme National de développement des marchés agricoles et alimentaires au Sénégal (PDMAS) USD: 60,10 millions (World Bank):
- Programme de Développement du Partenariat sur le riz dans le Delta (3PRD): USD: 35,50 millions (BOAD, AFD)
- Programme d'appui au développement agricole et de l'entrepreneuriat rural PADAER: 51,71 millions d'USD (FIDA).
- Programme multinational de gestion intégrée des ressources en eau pour le développement des usages à but multiples dans le bassin du fleuve Sénégal (GIRE/OMVS)-Sénégal, Mauritanie, Mali et Guinée : 140,75 millions d'USD (IDA, BAD, CE, AFD, Pays Bas)

Gambia

- West Africa Agricultural Productivity Programme (WAAPP 1-C) : 120,70 millions d'USD (IDA, GFRP,)
- Improving Food Security through Crop Production Intensification and School Feeding Programme: 7,6 millions d' EUR.
- Global Agriculture and Food Security Programme (GAFSP).

⁷ Fonds du Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP)

⁸ Fonds OPEP pour le développement international (OFID)

⁹ Fonds belges pour la sécurité alimentaire (BFFS)

Des Programmes nationaux pour la sécurité alimentaire (PNSA) ont été préparés par certains des pays concernés, comme très récemment en Mauritanie. Deux PNSA (Mali et Tchad) sont en cours d'exécution. Les PNSA pour les pays du Sahel nécessitent un investissement total d'environ 1,89 milliards de dollars, dont seulement 20 pour cent ont été mobilisés.

Dans le cadre du processus du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)/Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), la FAO a soutenu la formulation de Programmes nationaux d'investissement agricole et de sécurité alimentaire notamment en Guinée Bissau, en Gambie, au Niger, en Mauritanie, au Tchad ainsi que la formulation du Programme régional d'investissement agricole du PDDAA (PRIA) de la CEDEAO.

Dans le cadre du processus du NEPAD/PDDAA, en novembre 2010, 33 millions d'USD ont été attribués au Niger pour la politique agricole de la Banque mondiale et le Programme mondial de sécurité alimentaire (GAFSP), afin de contribuer à la réduction de la pauvreté en stimulant la production agricole en milieu rural et d'améliorer la sécurité alimentaire dans les zones vulnérables de Maradi, Zinder et Tahoua. Le GAFSP appuiera, entre autres, les infrastructures de captage d'eau pour l'irrigation à petite échelle, les routes d'accès aux zones de production, des pistes de desserte, des déversoirs, des bâtiments, etc. En outre, la FAO a soutenu la CEDEAO dans le développement du Programme régional d'investissement agricole du PDDAA (PRIA). Un programme thématique du PRIA se concentre sur la réduction de la vulnérabilité aux crises alimentaires et la promotion d'un accès stable et durable à la nourriture, estimées à 176 millions de dollars. Ce programme vise à établir un système de réserves alimentaires d'urgence au niveau régional. Il comprend l'examen et l'adoption de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires, couvrant les pays ouest-africains (au-delà du Sahel) et tous les acteurs concernés (États, organisations régionales et acteurs non étatiques). La Charte souligne l'importance au niveau régional de prévenir et de lutter contre les crises alimentaires. La FAO appuie également la CEDEAO, à travers le Groupe de travail de préparation et de réponse aux urgences humanitaires du Comité permanent interorganisation (IASC), basé à Dakar, pour développer les stratégies, mécanismes et plans d'action pour intervenir dans les crises humanitaires.

3.2 Au delà l'action sur deux fronts et des liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LARD) : l'intégration urgence, réhabilitation et développement

Le Programme régional de réponse à la crise du Sahel de la FAO est conçu comme un processus **itératif** et dynamique basé sur la consultation de ses pays membres et partenaires et en appui aux plans de réponse nationaux mis au point par les gouvernements de la région.

Pour mener à bien la première phase de ce Programme, les **interventions prioritaires et urgentes** sont conçues de façon à répondre aux besoins immédiats pour l'année en cours, en apportant une assistance aux populations vulnérables ciblées, associée à des mesures complémentaires de réhabilitation en cours de formulation. De plus, les mesures immédiates d'appui à la production alimentaires et de protection des moyens d'existences des agro-pasteurs sont combinées à des actions de protection sociale des plus vulnérables (action sur deux fronts ou « Twin track »). Dans l'immédiat et en accord avec le CILSS, FEWSNET et le PAM, il est urgent de :

- soutenir d'avantage les actions d'atténuation en cours à travers des instruments souples et rapidement mobilisables;
- briser le cercle vicieux des crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes par des mesures permettant de renforcer la résilience des populations vulnérables.

Le Programme répondra dans une deuxième phase, actuellement en cours d'élaboration, aux besoins de redressement pour 2013 et, ensuite, aux besoins à plus long terme en 2014 et 2015. Il sera ajusté si nécessaire afin de tenir compte de l'évolution de la situation agricole, alimentaire et nutritionnelle et afin de garantir la cohérence et la continuité entre les interventions d'urgence, de réhabilitation et

de développement ainsi que les investissements qui y sont relatifs.

Les cinq axes de résultats proposés seront maintenus dans les phases d'urgence, de redressement/réhabilitation et de développement et ce afin d'assurer la continuité et la complémentarité des interventions en faveur de la résilience des personnes vulnérables et des institutions au niveau local, national et régional au Sahel.

En cas de nouvelle crise, ce cadre de cinq résultats stratégiques restera valable et la programmation future sera simplifiée car construite sur des piliers existants qui favorisent la coordination des actions et la structuration des activités et de la communication dans un même cycle « avant, pendant et après » de crises chroniques. Cette approche est fondée, d'une part sur le principe qu'il est indispensable de prévoir, de mitiger et de se préparer à répondre aux crises et d'autre part, sur la nécessité de s'orienter vers une approche de gestion et réduction des risques de façon planifiée, flexible et adaptable, plutôt que sur les efforts (et coûts énormes) de gestion de crise, qui arrivent souvent trop tard.

De plus, ce cadre de résultats servira de référence à l'élaboration et au suivi des cadres logiques d'intervention région et pays, avec des indicateurs et mesures d'impacts cumulables et compatibles sur une période de quatre ans qui viendront répondre aux besoins et spécificités des contextes agro-écologiques nationaux, selon les priorités des gouvernements partenaires et des capacités existantes.

3.3 Quelques leçons apprises lors de la réponse apportée à la sécheresse dans la Corne de l'Afrique

La crise dont est actuellement victime le Sahel est moins sévère que celle qui a frappé la Corne de l'Afrique en 2010-2011. Sur l'échelle qui classe la sévérité de l'insécurité alimentaire de 1 (généralement en sécurité alimentaire) à 5 (famine), la Corne de l'Afrique a atteint le niveau 5 de famine dans plusieurs zones de Somalie. Au Sahel, d'après les prévisions, le fait que les aléas climatiques n'aient pas affecté cette zone de façon égale et que les productions agricoles aient été mauvaises mais pas catastrophiques par rapport à la moyenne, limite le risque de problèmes majeurs de disponibilité alimentaire. Les experts envisagent une phase 4 d'insécurité alimentaire dans le cas où les prix augmenteraient significativement et/ou la réponse serait inadéquate ou tardive au Mali et en Mauritanie et au Tchad. L'évolution de la situation au Mali dépendra de la vitesse à laquelle seront résolus les problèmes politiques et l'insécurité

Lors de la crise dans la Corne de l'Afrique, les mécanismes d'alerte ont plutôt bien fonctionné mais la réponse a été mise en œuvre tardivement et les effets de la crise ont été sous estimés, en particulier les mouvements massifs de réfugiés somaliens vers le Kenya. OXFAM et Save the Children/UK ont tiré des leçons percutantes de la gestion de cette crise. En janvier 2012, 13 millions de personnes étaient toujours affectées par la crise alimentaire et nécessitaient une assistance humanitaire. Des alertes claires avaient pourtant été lancées plusieurs mois à l'avance, dès août 2010 puis de façon plus ferme début 2011, mais la réponse est restée insuffisante et de nombreuses personnes ont trouvé la mort, en particulier des femmes et des enfants.

Le coût en vies humaines et le coût financier auraient été nettement moins élevés si l'alerte précoce avait déclenché une réponse. Les gouvernements, les donateurs, les agences des Nations Unies et les ONG ont besoin de changer leurs approches dans des situations de sécheresses récurrentes en gérant les risques de crise plutôt que la crise elle-même. Cela signifie qu'il est impératif d'agir à partir des informations produites par les systèmes d'alerte précoce et de ne pas attendre les premiers signes visibles de la crise pour y répondre. De même, il est crucial de s'attaquer aux causes de base de la vulnérabilité et de neutraliser activement les facteurs de risque par une approche de gestion et de réduction des risques de catastrophes efficace. Pour cela, les auteurs recommandent de dépasser le clivage urgence/ développement.

3.4 Quelques leçons apprises des dernières crises au Sahel

Bien que la réponse à la crise de 2010, qui a frappé dix millions de personnes au Mali, au Tchad et au Niger, ait été meilleure que celle apportée à la crise de 2005, l'intervention a été tardive et n'a pas permis de sauver les vies et les moyens d'existence de millions de personnes. Les risques identifiés grâce aux systèmes d'alerte précoce ont été minimisés et comme en 2005, une attention insuffisante a été accordée à la dimension pastorale de la crise. La réponse dans les zones pastorales n'a engagé qu'une faible proportion de l'aide totale des donateurs, et cette réponse est arrivée trop tard. La quantité d'informations et la qualité des analyses (telles que les données ventilées par genre et les études de marché approfondies) n'étaient pas adaptées pour mobiliser les ressources suffisantes et pour en assurer un ciblage précis.

Les évaluations de la vulnérabilité des ménages n'ont pas suffisamment pris en compte le degré de pauvreté et les moyens d'existence des ménages. La coordination entre les différents acteurs de l'aide fournie au Sahel n'a pas fonctionné de manière assez efficace pour assurer la distribution la plus rapide et appropriée de l'aide, faute d'existence de mécanismes adéquats. Les recommandations suivantes ont été faites et restent toujours valables :

- renforcer la préparation et la réponse rapide ;
- Concevoir des politiques nationales et mettre en œuvre des programmes de protection sociale qui répondent aux besoins des plus vulnérables et des plus pauvres ;
- Dynamiser les moyens d'existence dans les zones marginalisées ou dégradées sur le plan agricole, par l'intensification durable de la production agricole, en utilisant des techniques agro-écologiques, et dans les zones pastorales, par le soutien à la santé animale, à l'élevage et à la commercialisation de bétail ;
- Développer et appliquer une stratégie régionale de réduction des risques de catastrophes (RRC) au Sahel ;
- Soutenir les investissements multisectoriels coordonnés pour parvenir à une réduction durable du niveau de malnutrition infantile ;
- Répondre aux défaillances du marché et à la volatilité des prix.

3.5 L'alerte précoce de la crise 2012 au Sahel

Le PAM et la FAO avaient déjà donné l'alarme en octobre/novembre dernier, et l'alerte a été lancée officiellement dès le mois de décembre 2011 par le mécanisme « IASC » et en appui aux demandes d'aide internationale des gouvernements concernés. La FAO et ses partenaires continuent de plaider pour la mobilisation de financements adéquats le plus tôt que possible en réponse à la crise afin d'en minimiser l'impact sur les populations les plus vulnérables et d'éviter les mécanismes d'adaptation négatifs tels que la migration, la réduction des repas et la consommation d'aliments pauvres, le retrait des enfants des écoles, la vente des biens, etc.

Les alertes ont été lancées à temps pour la crise du Sahel 2012 et les premières réponses des bailleurs de fonds déclenchées en décembre. Cette dynamique doit être conservée avant le pic de la crise attendu dès mai 2012 afin de répondre aux besoins importants restant à couvrir.

4. CADRE STRATÉGIQUE DE RÉPONSE DE LA FAO

Dans ce contexte, la FAO, en appui aux gouvernements nationaux et en collaboration avec les agences humanitaires actives en Afrique de l'Ouest et au Sahel, a préparé un cadre stratégique de réponse intitulé « **La crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel : l'urgence d'appuyer la résilience des populations vulnérables** ». Ce programme prend en compte les éléments suivants :

- l'initiative du IASC régional et son plan de réponse initial pour 2012;
- les programmes d'urgence de la FAO en cours dans la plupart des pays victimes de la crise;
- les programmes de développement à moyen et long terme de la FAO dérivant des politiques en cours de mise en œuvre par les gouvernements et autres organisations concernés (au niveau national et régional) ;
- les leçons apprises des crises précédentes au Sahel et dans la Corne de l'Afrique ;
- les leçons apprises du reverdissement du Sahel et des actions de prévention et de lutte contre la désertification mises en œuvre par les gouvernements et les partenaires ONG
- des plans d'action et de la stratégie harmonisée en cours de développement dans le cadre de l'Initiative de la grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel touchant ces pays.

Conformément à la stratégie globale de la FAO de réduction des risques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ce programme de réponse de la FAO au Sahel, vise à intégrer une approche régionale axée sur les moyens d'existence des populations vulnérables et la gestion et la réduction des risques de catastrophe comme stratégie durable d'appui à la résilience des personnes, des communautés, des systèmes et institutions et des écosystèmes.

Les résultats attendus de ce programme s'inscrivent dans le cadre programmatique de la FAO concernant la gestion et la réduction des risques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle intitulé « Des moyens d'existence résilients : réduction des risques de catastrophes pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle »¹⁰ et avec la « Stratégie de la FAO de gestion des risques de catastrophe en Afrique de l'Ouest et au Sahel (2011-2013)¹¹ » développée sur cette base.

Pour protéger efficacement les moyens d'existence menacés des populations et améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, il est primordial de réduire les impacts négatifs de la crise sur la production alimentaire et sur les circuits de commercialisation et d'établir les conditions favorisant la réhabilitation et la restauration de l'autonomie. Parallèlement, il est essentiel de préserver la disponibilité, l'accès et la consommation de denrées de qualité, tout en renforçant la résilience des communautés, des individus et en particulier des femmes qui jouent un rôle fondamental à tous les niveaux des systèmes alimentaires.

4.1 Les objectifs et résultats

L'objectif global du programme que la FAO se propose de mettre en œuvre est d'**améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables du Sahel**.

Son objectif spécifique est **de protéger et de renforcer la résilience des moyens d'existence des agriculteurs, éleveurs, agro-pasteurs, agro-sylvo-pasteurs et autres groupes vulnérables face à la crise de 2012**.

¹⁰ <http://www.fao.org/docrep/015/i2540e/i2540e00.pdf>

¹¹ http://www.fao.org/fileadmin/templates/tc/tce/pdf/DRM_Strategy_WA_Sahel.pdf

Les cinq résultats attendus du cadre stratégique de programme de la FAO sont exposés dans le tableau ci-dessous :

Résultat 1	<i>Appuyer la résilience</i> : la résilience des populations vulnérables est protégée et améliorée.
Résultat 2	<i>Gouverner les risques et les crises</i> : les capacités institutionnelles nationales et régionales de coordination et de gestion des crises et de réduction des risques d'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont renforcées.
Résultat 3	<i>Observer pour préserver</i> : l'évaluation des besoins, le suivi et les systèmes d'alerte précoces (SAP) aux niveaux local, national et régional sont renforcés de façon concertée et intégrée.
Résultat 4	<i>Se préparer à la réponse</i> : les plans de contingence et les capacités de préparation aux crises/catastrophes sont renforcés aux niveaux régional, national et local.
Résultat 5	<i>Informier et communiquer pour savoir</i> : la gestion des connaissances et la dissémination des bonnes pratiques de réduction des risques et de renforcement de la résilience sont appuyées à tous les niveaux.

Sur la base des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement mis en œuvre ces dernières années et des expériences acquises, les interventions proposées sont conçues de façon à répondre aux besoins immédiats pour l'année en cours, en apportant une assistance urgente aux populations vulnérables ciblées afin d' :

- améliorer la disponibilité alimentaire en période sèche ;
- assurer la protection des moyens d'existence afin d'éviter les ventes abusives de biens et les mécanismes d'adaptation négatifs, en particulier la perte du cheptel des pasteurs et agro-pasteurs les plus vulnérables ;
- atténuer l'effet de la hausse des prix des céréales sur l'approvisionnement des populations les plus pauvres ;

Les interventions proposées selon les cinq axes de résultat sont des mesures proactives qui peuvent réduire l'impact de la crise lié en partie à la sécheresse et qui sont plus efficaces et moins coûteuses que des mesures de réponse seules. Ces activités immédiates actuellement planifiées pour 2012 (détaillées dans les fiches pays) et en cours de formulation pour 2013 et 2014-15, selon les cinq mêmes axes de résultats contribuent en particulier à :

Résultat 1 : Appuyer la résilience

- Soutenir les agriculteurs et les agro-pasteurs vulnérables dans la production de contre-saison (maraîchage et autres) et cultures pluviales (ou hivernage) et la relance agricole par le transfert de ressources ou d'intrants pour le renforcement des capacités de production (transfert monétaire, rémunération contre travail, fourniture d'intrants agricoles, etc.), de transformation, de stockage et de transport de produits à destination des marchés ainsi que de réhabilitation de puits maraîchers.
- Soutenir les pasteurs et agro-pasteurs en renforçant leurs capacités de production animale (déstockage/restockage, fourniture de services vétérinaires et d'aliments pour le bétail, de semences fourragères, réhabilitation de puits pastoraux, champs-écoles, etc.).
- Appuyer les capacités d'adaptation aux changements climatiques par un meilleur accès et une gestion améliorée des ressources naturelles : restauration des forêts et terres dégradées et gestion durable des systèmes agro-sylvo-pastoraux, remise en état des terres cultivées et des pâturages dégradés, promotion des infrastructures et des pratiques pour la conservation des terres et des eaux (comme par exemple les systèmes traditionnels de collecte des eaux de surface en raison de leur parfaite adaptation à l'environnement physique, social et

environnemental) ; conservation et restauration des sols, accès et tenure des terres, des arbres, etc.

- Améliorer la nutrition des familles d'agriculteurs, pasteurs et agro-pasteurs vulnérables, à travers la diversification de la production et l'accès à des éléments nutritifs associés à des sessions d'éducation nutritionnelle en particulier pour les femmes et les ménages les plus à risque du point de vue nutritionnel, éducation nutritionnelle (rémunération contre travail, encouragement à la production et consommation de fruits et légumes, etc.).

Résultat 2 : Gouverner les risques et les crises

- Garantir l'efficacité de la réponse par l'appui à la coordination entre les différents acteurs, au niveau local, national et régional, et en accord avec les structures de cluster ou groupe de travail existant.
- Evaluer les besoins et les capacités institutionnelles et communautaires pour agir en matière de gestion et réduction des risques alimentaires et nutritionnels.
- Appuyer le développement des capacités pour la gestion et la réduction des risques de catastrophes et crises à tous les niveaux (régional, national et local) et au sein des différentes autorités administratives, financières et techniques.
- Intégrer la gestion et la réduction des risques d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aux politiques et stratégies nationales et régionales, en particulier au sein de ministères techniques concernés par l'agriculture, l'élevage, la pêche, les forêts, les ressources en eau, terres et parcours, la nutrition, etc.
- Renforcer la réduction des principaux facteurs de risques par l'appui aux Programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification (Pan/LCD) et aux Programmes nationaux d'adaptation aux changements climatiques (Pana).

Résultat 3 : Observer pour préserver

- Appuyer les évaluations nationales des besoins dans un souci d'harmonisation des systèmes d'information et d'alerte rapide en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et en appui au Cadre Harmonisé (IPC).
- Appuyer le consensus régional et national dans le suivi des besoins et de l'analyse et mesures à mettre en œuvre.
- Appuyer un système harmonisé de suivi et d'évaluation des impacts des interventions pour une meilleure adaptation des mesures et en éviter les duplications.

Résultat 4 : Se préparer à la réponse

- Appuyer les plans de contingence et les mesures gouvernementales de préparation aux risques de crises dues aux multiples menaces actuelles face aux déficits hydrique, alimentaire et en fourrager et semencier.
- Renforcer de façon proactive, les mesures et stratégies spécifiques de préparation à la sécheresse (conformément aux directives de la FAO sur la planification pour la mitigation et la préparation à la sécheresse).¹²
- Renforcer les capacités communautaires de gestion et de réduction intégrée des risques d'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones sahéliennes les plus vulnérables.

¹² « The Near East Drought Planning Manual: Guidelines for Drought Mitigation and Preparedness Planning », FAO 2008.

Résultat 5 : Informer et communiquer pour savoir

- Appuyer la collecte, la documentation, la diffusion et le partage aux niveaux local, national et régional des connaissances et des bonnes pratiques agricoles, pastorales, forestières et halieutiques (par exemple « la pratique de la gestion durable des terres : Directives et bonnes pratiques pour l’Afrique subsaharienne, application sur le terrain », TerrAfrica, WOCAT, FAO 2011) et de conservation des ressources naturelles en faveur de la résilience des moyens d’existence des populations vulnérables, en particulier pour faire face à la sécheresse mais aussi à d’autres risques (inondations, désertification, maladies des plantes et des animaux, pertes dues au stockage, etc.) en tenant compte du genre.
- Documenter les connaissances acquises lors de la mise en place des mécanismes de lutte contre la crise du Sahel (leçons apprises des crises précédentes et tout au long de la crise actuelle).
- Adopter un plan régional de communication pour la vulgarisation et la diffusion des bonnes pratiques au niveau national et local en utilisant les canaux et médias appropriés selon les publics cibles et en veillant à la prise en compte du genre.
- Mettre en réseau des radios rurales et des clubs d’écoute communautaires pour renforcer le partage des connaissances et l’appropriation des bonnes pratiques à tous les niveaux.

4.2 Les trois thèmes transversaux

Les thèmes transversaux en appui aux cinq résultats stratégiques sont les suivants :

- Le rôle: central **du développement des capacités** : la FAO appuie le développement des capacités de ses Pays Membres selon ses trois niveaux complémentaires individus-institutions et politiques et ce pour la réalisation des cinq résultats mentionnés en faveur des personnes, des communautés et des autorités décentralisées, centrales et régionales.
- Les partenariats et alliances stratégiques seront réalisés pour chacun des résultats aux niveaux **local, national, régional et global** afin de renforcer la résilience des populations les plus vulnérables aux crises alimentaires et nutritionnelles au Sahel.
- L’importance cruciale de **l’égalité du genre** : il est indispensable de porter une attention accrue à l’analyse selon le genre. En particulier, il faut identifier les besoins et capacités respectifs des femmes, des hommes, des filles, des garçons, des enfants et des personnes âgées et/ou handicapées de manière différenciée, pour mettre en œuvre des interventions ciblées et renforcer leur résilience face à la crise. Les femmes jouent un rôle fondamental à tous les niveaux des systèmes alimentaires et nutritionnels dans la région. Elles sont souvent responsables de la gestion de petites parcelles de terre au niveau familial ou de petits jardins autour de la maison et sont également très actives dans la mise en valeur des grandes parcelles du ménage. Les femmes jouent également un rôle dans les pêches artisanales ou commerciales, en tant qu’entrepreneuses ou travailleuses, avant, pendant et après les captures. En Afrique de l’Ouest et au Sahel, les femmes sont plus vulnérables que les hommes aux crises et aux catastrophes naturelles dans la mesure où leur accès aux moyens de production, notamment au crédit, aux intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires), aux matériels agricoles et à la terre, est plus limité. Par conséquent, et dans l’optique d’un appui nutritionnel intégré et d’une résilience accrue, la FAO visera les femmes de façon préférentielle dans ses interventions d’urgence et de développement pour les quatre prochaines années.

4.3 Les thèmes prioritaires du cadre stratégique de réponse

Les pays sahéliens sont aujourd'hui confrontés à un triple défi : assurer la sécurité alimentaire d'une population en forte croissance, tout en gérant durablement leurs ressources naturelles et en faisant face aux changements climatiques. Les thèmes suivants sont cruciaux pour le programme de réponse à la crise du Sahel à court, moyen et plus long terme :

- L'appui nutritionnel intégré apporté aux familles d'agriculteurs, d'agro-pasteurs, de pasteurs et autres groupes parmi les plus vulnérables.

La récurrence de crises nutritionnelles et les taux de malnutrition parmi les plus élevés ont un impact sur le développement des enfants, et ajoutent un fardeau aux pays dans l'atteinte des objectifs d'amélioration de l'éducation pour tous. En Afrique de l'Ouest, on estime à 600 000 le nombre d'enfants qui meurent des causes liées à la malnutrition chaque année (Levels and Trends in Child Mortality Report 2011, Lancet Maternal and Child Undernutrition Series 2008). La crise nutritionnelle, continue et négligée, qui sévit en Afrique de l'Ouest depuis des décennies, et en particulier dans la bande sahélienne, commence seulement à être abordée à travers une gestion menée au niveau national avec des programmes de prise en charge de la malnutrition aiguë, permettant ainsi la réalisation d'enquête au moins une fois par an pour le suivi de la situation nutritionnelle. Les crises nutritionnelles ne sont généralement abordées qu'à travers l'aspect nourriture et santé alors que la disponibilité alimentaire adéquate au sein du ménage n'est que l'un des déterminants du statut nutritionnel de l'enfant. Les pratiques de soins adéquates (l'allaitement, les pratiques d'alimentation de complément, le sevrage), la préparation de la nourriture, la diversité des aliments riches en micro-nutriments, l'accès aux services et aux établissements de santé et d'éducation, l'accès à l'eau potable et à un environnement sain sont également des facteurs déterminants du statut nutritionnel de l'enfant.

Les réponses à la malnutrition exigent donc une approche intégrée qui, malgré des initiatives prometteuses, tardent à être étendue dans la région. La FAO propose d'intégrer la nutrition à ses interventions d'appui de production et d'approvisionnement alimentaire aux familles d'agriculteurs, d'agro-pasteurs, de pasteurs vulnérables, et en particulier aux femmes notamment par le biais de programmes d'éducation nutritionnelle couplés à des actions améliorant l'accessibilité et la diversité alimentaire. La FAO appuiera également les mécanismes de coordination du secteur de la nutrition (notamment les clusters) aux niveaux mondial, régional et national et travaillera à une stratégie commune de plaidoyer sur la nutrition afin de sensibiliser les politiques et de mobiliser des ressources par le biais d'organisations sous-régionales et des budgets des gouvernements. La FAO continuera également à participer de manière active et à soutenir le groupe de travail régional sur la nutrition. Le soutien aux initiatives REACH et SUN¹³ sera poursuivi et renforcé. La mise en œuvre de cette composante sera soutenue systématiquement par des activités de renforcement des capacités des partenaires de la FAO aux niveaux régional et national, y compris les ministères de l'agriculture et le personnel des organisations partenaires qui travaillent sur le terrain. Des synergies seront développées entre les interventions de la FAO visant le renforcement des capacités et les initiatives régionales existantes sur le renforcement des capacités du secteur de la santé.

- L'appui primordial au pastoralisme

Les enseignements tirés des dernières crises au Sahel démontrent que le pastoralisme devrait recevoir davantage d'attention des gouvernements et des bailleurs, tant au niveau de l'évaluation des besoins que de l'assistance octroyée. Par conséquent ce mode d'existence de pastoralisme transhumant est particulièrement à risque. Plusieurs études démontrent que le mode de vie de pastoralisme est plus productif que l'élevage et plus apte à la gestion et la réduction des risques et à l'adaptation aux changements¹⁴. La transhumance caractérise cette nécessité d'adaptation à

¹³ REACH : *Renew Effort Against Child Hunger* (FAO, PAM, UNICEF, OMS et partenaires) ; SUN : *Scale Up Nutrition*

¹⁴ Grahn, R. (2008), *The paradox of pastoral vulnerability*, OXFAM.

l'évolution du milieu naturel. Les changements climatiques, favorables ou non, modifieront la quantité et la qualité des pâturages naturels et seront sans doute l'occasion de nouvelles formes de parcours d'élevage dans la région. Mais les pasteurs devront faire face à une pression agricole croissante, à des contraintes environnementales plus fortes dans les années à venir ainsi qu'à des risques politiques ponctuels. Dans cette perspective, la législation foncière pastorale devra être prise en compte dès que possible à l'échelle régionale et nationale.

L'élevage joue un rôle important dans l'ensemble des pays sahéliens. Il contribue à hauteur de 10 à 15 pour cent du PIB du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Tchad (encore plus pour la Mauritanie). Le pastoralisme transhumant ¹⁵ (70 à 90 pour cent de l'élevage bovin est transhumant) demeure un mode de production adapté à certains écosystèmes sahélo-sahariens et de nature transfrontalière. Il a subi d'importantes transformations du fait de la croissance démographique, d'options politiques ou des variations climatiques. L'une des innovations importantes que le Sahel a vécue depuis quelques décennies est la naissance et la généralisation de l'agro-pastoralisme, c'est-à-dire l'association de l'agriculture et de l'élevage au sein d'une même exploitation. Cette nouvelle forme d'exploitation des ressources est née de nécessité pour les agriculteurs et les pasteurs de limiter les risques face à l'incertitude climatique. La pratique agricole permet aux pasteurs de limiter les achats de céréales durant la période de soudure; les agriculteurs, en investissant dans le bétail, cherchent à diversifier et capitaliser leurs sources de revenus. Dans cette optique la FAO mènera différentes interventions pour préserver les moyens d'existence des agro-pasteurs et pasteurs et d'améliorer leur résilience (voir détail des fiches pays).

- La gestion durable des ressources naturelles (eau, terres, arbres, et pêche)

Les leçons apprises du reverdissement du Sahel (janvier 2012)¹⁶ montrent, contrairement à l'image perçue par l'opinion publique, que les investissements dans les systèmes agro-forestiers entretenus par les paysans (exemples de Maradi et Zinder au Niger, partie nord du plateau central du Burkina Faso, plaine du Gondo au Mali, etc.) ont transformé et amélioré l'environnement du sahel. Si à l'échelle régionale, le phénomène de la dégradation malheureusement se poursuit, localement et là où des investissements en gestion des ressources naturelles ont été consentis, on peut affirmer que la tendance est inversée. Les effets conjugués de la crise écologique, de la pression géographique et de l'appauvrissement des sols ont conduit les paysans à mettre en place de nouveaux systèmes de production basés sur une intégration plantes-ligneux-animaux. Dans cette association les arbres fertilisant et producteur de fourrage, fruits ou autres produits, occupent une place centrale de diversification pour assurer l'alimentation et minimiser les risques dus aux aléas climatiques. Cependant le « droit à l'arbre » du petit producteur n'est pas encore établi, bien que des « observatoires du foncier » aient été créés au Sahel. Ce droit à l'arbre pourrait inciter des milliers de paysans à investir dans les arbres. D'autre part, les impacts économiques des aménagements de conservation des eaux et des sols (cordons pierreux, zai, demi-lunes et combinés cordons pierreux-zai, régénération naturelle des arbres) sont indiscutables. La FAO tient compte de ces leçons et bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles pour formuler son programme de réponse à moyen et plus long terme selon les cinq axes de résultats pour la gestion et la réduction des risques de crises alimentaires et nutritionnelles au Sahel qui est fondée sur la gestion d'écosystèmes résilients. 1 Les ressources halieutiques, très importantes pour la région, seront traitées et intégrées ultérieurement pour les interventions à moyen et plus long terme.

- La lutte contre la désertification et l'adaptation aux changements climatiques

En réponse à la désertification et à l'appauvrissement des sols, les pays sahéliens se sont dotés ces 15 dernières années de plans d'actions nationaux de lutte contre la désertification et d'adaptation aux changements climatiques, en vue de mettre en œuvre des actions concrètes pour faire face à ces

¹⁵ Atlas de l'intégration Régionale. CEDEAO-CSAO/OCDE©2008 – janvier 2008.

¹⁶ CILLS (2012), « Formulation d'une stratégie harmonisée de mise en œuvre de la Grande Muraille Verte : Leçons tirées du reverdissement du Sahel.

phénomènes. Les programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification (Pan/LCD) et les Programmes nationaux d'adaptation aux changements climatiques (Pana) sont les instruments de mise en œuvre au niveau national de deux des trois conventions majeures issues du Sommet de Rio, la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification (CNULD) et la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Si l'obligation d'élaborer des Pan/LCD pour les pays touchés par la désertification est inscrite dans le texte même de la CNULD, l'élaboration des Pana, décidée à la fin des années 90, vise à répondre aux préoccupations plus globales des pays les moins avancés (PMA) en matière d'adaptation aux effets des changements climatiques.

Il existe des acquis importants au Sahel sur lesquels bâtir des politiques de développement agricole. Une étude de capitalisation des impacts des techniques et approches de lutte contre la désertification sur l'évolution de l'environnement et des systèmes de production au Sahel depuis le début des années 1980, a été initiée en 2005 par le CILSS. Elle a montré que, partout où des actions pertinentes de lutte contre la désertification ont été entreprises, il a été possible d'augmenter les rendements agricoles, d'améliorer la sécurité alimentaire et l'environnement, de réduire la pauvreté et l'exode rural, et d'amortir les chocs de la variabilité climatique. Ces résultats montrent que, si les gouvernements sahéliens et leurs partenaires accordent une place de choix à la gestion durable des terres-GDT, ils peuvent non seulement réduire la vulnérabilité des populations sahéliennes aux changements climatiques mais aussi améliorer la productivité agricole et réduire la pauvreté rurale. Pour les pays sahéliens, la désertification et les changements climatiques, qui sont étroitement liés, représentent un défi majeur pour le développement de la région¹⁷.

- L'importance des migrations urbaines et rurales et conflits dans la région dus aux changements climatiques et aux catastrophes

La fragilité des écosystèmes et la dégradation des ressources naturelles exacerbée par les sécheresses et autres catastrophes liées aux changements climatiques affecte les dynamiques de mouvements des populations et les conflits au Sahel.¹⁸

Il faut considérer les questions d'insécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu urbain, surtout en période de crise lorsque la migration vers les villes est une des stratégies de survie qui vient aggraver un processus d'urbanisation rapide en cours. Les besoins immédiats des migrants en villes sont le logement d'une part, et l'eau et la nourriture d'autre part. Ces migrants ont souvent perdu leurs réseaux sociaux et donc leur sécurité et entrent en compétition avec les autres pauvres urbains. Souvent la migration n'est pas temporaire et ils restent vivre en ville en gardant quelques relations avec leur milieu rural. Les talents et expertises agricoles ou pastorales des migrants doivent être considérés pour développer des politiques et interventions en faveur de systèmes alimentaires faisant les liens ruraux- urbains (production, transformation, préparation de nourriture). En effet, les villes sont essentielles pour l'accès aux marchés et aux filières de commercialisation dans la région. Le développement de systèmes d'alimentation résilients par l'intégration des échanges locaux ruraux et urbains devra bénéficier aux pauvres urbains et aux petits producteurs. La FAO tient compte des recommandations du réseau « Food for the Cities »¹⁹ pour son programme Sahel à moyen et plus long terme et des mesures d'urgence sont à l'étude.

En outre au Sahel, la situation est complexe car depuis 2010, le groupe Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) menace l'accessibilité aux zones nord du Mali et du Niger et à l'est de la Mauritanie. La présence de ces groupes armés empêche les acteurs humanitaires et du développement d'opérer efficacement et d'assister les plus pauvres. Dans le contexte de la crise malienne, avec près de 206 000 déplacés, la FAO et ses partenaires portent une attention particulière à l'insécurité alimentaire des déplacés, retournés et réfugiés.

¹⁷ Extrait du Inter-réseaux Développement rural.

¹⁸ Livelihoods Security: Climate change, Migration and Conflict in the Sahel, UNEP (2011).

¹⁹ Food, Agriculture and Cities, FAO (2011), http://www.fao.org/fileadmin/templates/FCIT/FoodAgriCities_Oct2011.pdf.

Les interventions et politiques à mettre en œuvre par la FAO et les différents acteurs régionaux et nationaux doivent tenir compte de ces éléments afin de réduire les vulnérabilités des moyens d'existence, de promouvoir des alternatives, et d'améliorer la disponibilité et l'accès aux ressources naturelles des groupes vulnérables et marginaux afin de mitiger les migrations et les conflits.

4.4 Les principes de mise en œuvre et orientations directrices

Pour la cohérence de sa mise en œuvre et de la viabilité des actions, le programme de réponse à la crise du Sahel 2012 de la FAO s'articule sur l'application des **principes de mise en œuvre** liés à la réduction des risques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle suivants :

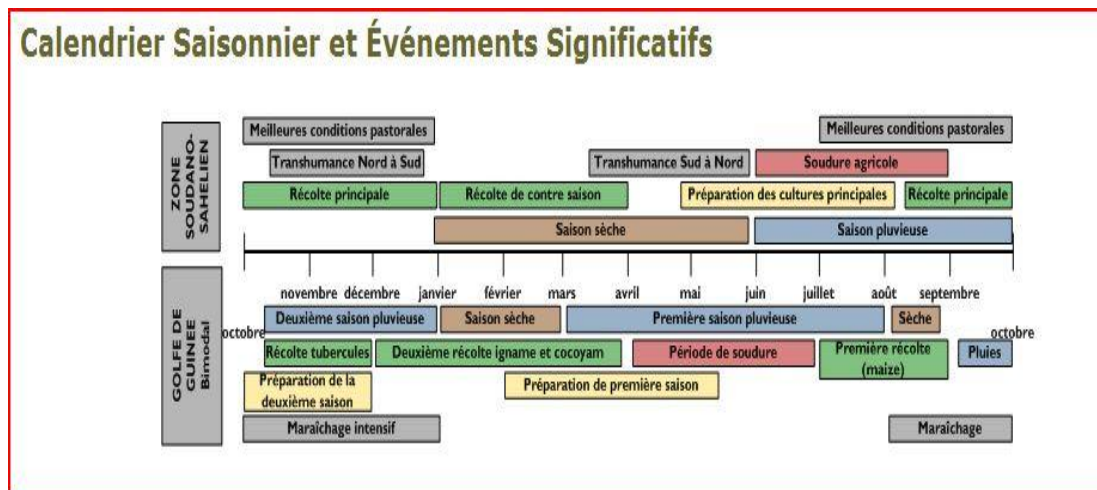
- Répondre aux demandes et aux besoins exprimés aux niveaux local et national, selon une approche participative, consultative et appropriative des différents acteurs et bénéficiaires.
- Faire en sorte que les pays soient chef de file de la planification et de la mise en œuvre des interventions dans le cadre des politiques et stratégies nationales en cours.
- Adopter une démarche qui prenne en compte les multiples aléas, aux échelons territoriaux appropriés (notamment en incluant les zones urbaines et rurales, en appuyant les liens entre les deux).
- Intégrer les interventions en relation aux programmes/stratégies des pays concernés, et opter pour un mode opérationnel axé sur les résultats et en rapport avec le Cadre stratégique de la FAO.
- Travailler en partenariat avec les agences des Nations Unies, les donateurs, des ONG, la société civile, les instituts de recherche, etc.
- Entretenir les synergies et la continuité entre les interventions menées à divers stades, en réponse à une crise, puis pendant le relèvement et la transition
- Agir en fonction et en complément des mesures prises au titre de l'adaptation aux changements climatiques, notamment dans le cadre des programmes d'action nationaux.
- Renforcer les plans nationaux en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques.
- Prendre en compte et appuyer les stratégies nationales en matière de développement durable, de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire.
- Suivre et appuyer l'exécution sectorielle du Cadre d'Action de Hyogo.
- Entretenir les synergies avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD).

Afin de viser la résilience des personnes, des institutions/mécanismes et des écosystèmes, le programme Sahel de la FAO suit aussi les quatre **orientations directrices** suivantes:

1. Les moyens d'existence et écosystèmes durables : l'approche écosystème durable intègre la gestion de toutes les ressources (eau, terres, et biodiversité) et respecte les zones agro-écologiques de la région. Celle-ci complète l'approche des moyens d'existence viables qui inclut les moyens matériels et sociaux pour une existence permettant de résister aux stress et chocs divers ;
2. La liaison entre échelons local, national, régional et global ou mondial : les liens entre ces différents niveaux sont indispensables à assurer le renforcement des capacités, la gouvernance et la communication ;
3. L'interdisciplinarité : l'intégration des différents secteurs de l'agriculture, l'élevage, la foresterie, la pêche et la gestion des ressources naturelles est nécessaire pour répondre aux différents modes d'existence et à leurs diversité nécessaire à la résilience alimentaire et nutritionnelle ;
4. L'approche programme : le programme proposé s'écarte d'une approche de projets

fragmentés pour privilégier les synergies entre les interventions et les actions associés à chacun ou à plusieurs des axes de résultat ci-dessus et permettre un suivi des résultats et la cohérence vis-à-vis des gouvernements et des populations bénéficiaires (redevabilité).

4.5 Le calendrier agricole et pastoral (FEWSNET)



Les interventions du programme de la FAO sont guidées par calendriers des besoins et spécificités de chaque écorégion et les pratiques agro-sylvo-pastorales existantes. Le Sahel comprend deux saisons principales.

a) Saison humide (hivernage) : de juin à septembre

Saison agricole principale. Cultures pluviales : céréales (mil, sorgho, maïs, riz), arachide, coton, légumineuse, maraîchage d’hivernage.

Date de semi : mai - juillet ;

Récolte : septembre - janvier ;

Interventions : distributions d’intrants agricoles ; foires aux semences/bons d’achat d’intrants ; boutique d’intrants ; appui-conseil et formation ; aide à la transformation et la commercialisation (Warrantage ; banque céréalière) ; multiplication de semences ; soutien aux pratiques de conservation des sols (cordons pierreux, demi-lune, zai²⁰) et programme vivres contre rémunération et rémunération contre travail associé ; plantation d’arbres utiles et programme vivres contre rémunération et rémunération contre travail associé.

Hivernage pastoral

Date : juillet - octobre

Interventions : recapitalisation en petits bétails ; distribution et production de semences fourragères ; aide à la gestion des fourrages.

b) Saison sèche : d’octobre à mai

Cultures de contre saison : maraîchage

Date de semi/installation : novembre-janvier ;

Récolte : janvier - avril ;

Interventions : distribution d’intrants agricoles ; réhabilitation de périmètres maraîchers ; appui-conseil et formation ; aide à la transformation et la commercialisation ; promotion des approches de gestion intégrée de la production et des déprédateurs.

Soudure pastorale

Date: février - juin

Interventions : distribution d'aliments pour le bétail, soins vétérinaires, déstockage du bétail ; facilitation de la transhumance (information, réhabilitation de points d'eau) ; restauration des aires de pâturage, récupération mécanique des sols dégradés.

Les périodes de **pré-soudure et de soudure de mars-avril à septembre** selon la zone considérée, sont critiques pour l'insécurité alimentaire et la malnutrition. **Il faut intervenir dès maintenant si l'on veut réussir à protéger les moyens d'existence des plus vulnérables et éviter une escalade de la situation qui pourrait conduire à la famine.**

5. NOMBRE DE PERSONNES CIBLEES ET ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS IMMEDIATS DE LA FAO EN 2012

5.1. Estimations du nombre de personnes ciblées par la FAO en 2012

A ce jour, plus de 16 millions de personnes sont estimées en état d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, et ont besoin que des actions pertinentes et bien ciblées soient entreprises au plus tôt. Cette estimation représente environ 35 pour cent de la population du Niger, 20 pour cent au Mali, 10 pour cent au Burkina Faso ainsi que dans la bande sahélienne du Tchad et plus de 20 pour cent de la population Mauritanienne. Au delà de l'insécurité alimentaire au niveau familial, il est estimé que plus d'un million d'enfants sont à risque de malnutrition aigue sévère. Ces chiffres seront actualisés régulièrement en fonction des évolutions constatées. Les estimations des populations affectées ciblées par la FAO sont résumées ci-dessous :

Pays	Burkina Faso	Gambie	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Tchad	Total
Personnes vulnérables ciblées par la FAO	826 000	247 495	380 825	497 500	3 426 000	350 000	470 500	6 198 320
% de la population totale en insécurité alimentaire	49	41	11	71	63	47	13	39

En Mauritanie, et au Niger, la FAO vise plus de 60 pour cent des personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle. Au Burkina Faso, Sénégal, et en Gambie, la FAO vise plus de 40 pour cent des personnes affectés. Au Mali et au Tchad la FAO vise plus de 10 pour cent des personnes affectées. Au total, avec le concours de ses partenaires financiers, la FAO se prépare à atteindre plus de 39 pour cent des 16, 2 millions de victimes évaluées à ce jour.

Actuellement, il n'existe pas de détails compatibles par pays quant au nombre de personnes à risque en fonction de leur mode d'existence. La FAO mènera des actions de plaidoyer auprès des gouvernements et des partenaires afin que soient menées des évaluations détaillées et analyses du nombre de personnes affectées selon les groupes de moyens d'existence suivants :

- nombre d'agriculteurs,
- nombre de pasteurs,
- nombre d'agro-pasteurs,
- nombre d'agro-sylvo-pasteurs,

- nombre de pêcheurs,
- nombre d'autres groupes marginaux (prolétariat agricole), déplacés-retournés-réfugiés et migrants en zone urbaine/périurbaine.

De plus, les évaluations des besoins nécessiteront une désagrégation des données selon le genre et la composition familiale afin d'assurer la mise en œuvre d'intervention ciblées et appropriées.

5.2. Estimation des besoins financiers

Dans le cadre du plan IASC, au total, les agences humanitaires demandent 724 millions d'USD pour répondre à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel. Ceci inclut :

- 480 millions d'USD pour la sécurité alimentaire pour répondre aux besoins de plus de 12 millions de personnes à travers la région (chiffre estimé en mars à plus de 16 millions)
- 243 millions d'USD pour la nutrition à travers la région, plus d'un million d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et plus de 2 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée.

La FAO a estimé les besoins immédiats pour protéger la résilience des agriculteurs, des pasteurs, des agro-pasteurs et des agro-sylvo-pasteurs et autres groupes marginaux, à près de **80 million d'USD** afin d'assister près de **6, 2 millions de personnes** dans la région du Sahel²¹, **soit près de 39 pour cent des 16 millions²² de personnes estimées en insécurité alimentaires et nutritionnelle.**

Les besoins estimés pour les interventions menées par la FAO pour l'appui à la résilience représentent seulement 15 pour cent du montant total de la stratégie de réponse IASC pour la sécurité alimentaire, et seulement 10 pour cent des 723 millions estimés pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

²¹ Le plan de réponse IASC ne tient pas compte de la Gambie qui a déclaré l'urgence seulement plus tard. Par contre la FAO a ajouté la Gambie dans son programme d'action.

²² Estimation selon différentes sources au 13.03.2012.

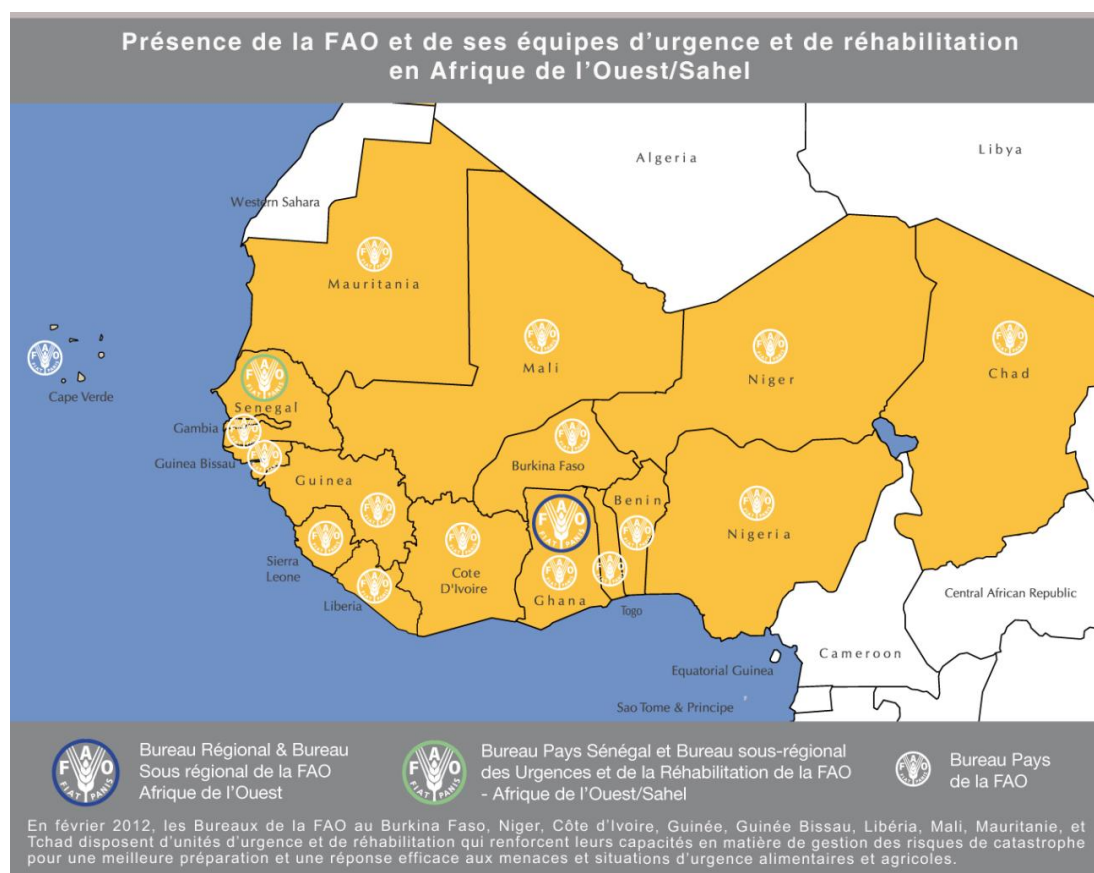
Ces besoins sont répartis dans le tableau qui suit. A ce jour, seuls 21 pour cent des besoins financiers de la FAO sont financés.

Pays	Priorités	Nombre de personnes ciblées par la FAO	Financement demandé pour réponse 2012	Financement reçu (USD)	Financement manquant (USD)
BURKINA FASO	Assistance aux agriculteurs (maraîchage, production céréales, commerce) et aux pasteurs vulnérables (services vétérinaires, élevage, fourrage, etc.)	826 000	14 873 000	1 430 000	13 443 000
TCHAD	Assistance aux agriculteurs et pasteurs vulnérables (réduction malnutrition, support information et système de coordination)	470 500	10 357 000	2 810 123	7 546 877
GAMBIE	Assistance aux agriculteurs vulnérables	247 495	5 076 945	1 426 171	3 650 774
MALI	Assistance aux agriculteurs, pasteurs, forestiers et appui en nutrition	380 825	10 050 000	2 741 720	7 308 280
MAURITANIE	Assistance aux agriculteurs et pasteurs vulnérables (fourrage, nourriture bétail)	497 500	9 000 000	1 921 554	7 078 446
NIGER	Assistance aux agriculteurs et pasteurs vulnérables	3 426 000	23 444 200	3 507 713	19 936 487
SÉNÉGAL	Assistance aux agriculteurs vulnérables	350 000	5 100 000	2 353 002	2 746 998
PROGRAMMES RÉGIONAUX	Appui technique régional et aux pays affectés en matière de coordination de la sécurité alimentaire, évaluation et analyse des besoins		1 127 500	348 000	779 500
TOTAL		6 198 320	79 028 645	16 538 283	62 490 362

Selon les cinq résultats stratégiques proposés ci-dessus, les détails des interventions techniques d'urgence, de réhabilitation et de développement qui visent les agriculteurs, les pasteurs, les agro-pasteurs, les agro-sylvo-pasteurs et autres groupes marginaux vulnérables pour les années 2012-2015 ainsi que la gestion durable de leurs ressources naturelles (eau, terres, forêts, parcours, pêche) et la réduction des risques multiples et climatiques sont en cours de planification et seront communiqués dès que possible. Les interventions immédiates proposées par la FAO offrent une garantie de viabilité car elles appuient de manière directe les moyens d'existence des personnes vulnérables afin de contribuer à leur autonomie et dignité de vie. Les détails de ces activités immédiates planifiées actuellement pour 2012, sont présentés dans les fiches région et pays.

FICHES RÉGION ET PAYS

COORDINATION ET APPUI RÉGIONAL URGENCE ET GESTION/RÉDUCTION DES RISQUES EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION



Activités en cours

La FAO, à travers son Bureau sous-régional des urgences et de la réhabilitation pour l'Afrique de l'Ouest/Sahel (REOWA), créé en 2006, travaille dans le triple objectif de:

- 1) renforcer la coordination des stratégies et des activités des acteurs humanitaires de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et au Sahel;
- 2) conduire, en collaboration avec les autres partenaires clés du secteur, des analyses pertinentes et les diffuser auprès des parties prenantes, en particulier les bailleurs de fonds;
- 3) appuyer les interventions de la FAO en matière de gestion et de réduction des risques de catastrophes dans les pays de la sous-région.

La FAO-REOWA participe aux réunions du Groupe des partenaires humanitaires (dans le cadre du Comité permanent inter-organisations [IASC]) et du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA). Le REOWA copréside les réunions du Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition (FSNWG), et dans ce cadre, élabore les notes mensuelles conjointes de la FAO et du PAM sur la « sécurité alimentaire dans la région et ses implications humanitaires » et, le cas échéant, lance des alertes, comme en novembre et en décembre 2011 suite aux mauvaises récoltes au Sahel. Il participe au Groupe de travail sur la Nutrition (moyen et long terme), aux réunions du Groupe de travail « préparation aux catastrophes et réponses », aux réunions du Groupe de Réduction des risques de catastrophe et aux réunions de la plateforme régionale de préparation aux catastrophes naturelles. La FAO-REOWA contribue au développement du Cadre harmonisé en Afrique de l'Ouest/Sahel. Il pilote conjointement aux partenaires concernés l'élaboration des procédures d'appel global (CAP) régional et co-préside le processus de formulation et d'actualisation de la Stratégie régionale inter-organisations de préparation et de réponse au risque de crises alimentaires et nutritionnelles dans la région du Sahel et dans les pays voisins pour 2012. Dans le cadre des dispositifs régionaux de suivi de la sécurité alimentaire, le REOWA, avec la Division de la FAO des

marchés et commerce, coordonne la participation de la FAO et participe aux missions annuelles conjointes de suivi des récoltes et de la sécurité alimentaire, aux missions sur les marchés et aux réunions de concertation des dispositifs régionaux de gestion et de prévention des crises alimentaires (Réseau de prévention et de gestion des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel et Réseau de prévention des crises alimentaires). **La participation active de la FAO à travers le REOWA, a permis d'alerter à temps, dès octobre 2011, les partenaires et les décideurs, des risques de crise alimentaire au Sahel.**

Partenaires

Les **structures membres de l'IASC** sont les bureaux régionaux des agences des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG) et les bailleurs humanitaires.

Les **structures ayant participé aux réunions du Groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition (FSNWG)** sont : Action contre la faim, l'Agence adventiste internationale de secours et de développement (ADRA), Agronomes et vétérinaires sans frontières, la Croix-Rouge française, le Service de secours catholique, le Conseil Danois pour les réfugiés (DRC) la Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (ECHO), la FAO, le Réseau de systèmes d'alerte rapide sur les risques de famine (FEWSNET), Africa's Office of Food for Peace, la Fédération internationale de la Croix-Rouge, Hellen Keller International, le Réseau régional intégré d'informations, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), l'Agence américaine pour le développement international/Bureau de l'aide d'urgence en cas de catastrophes (USAID/OFDA), l'Organisation internationale pour les migrations, OXFAM/GB, PAM, Save the Children UK, le Secours Islamique France, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) et World Vision International.

Les **structures membres du groupe** Unité de préparation et d'intervention d'urgence sont les suivantes : la Banque mondiale, ECHO, la FAO, IFRC, OCHA, OHCHR, l'Organisation mondiale de la Santé, OXFAM, le PAM, PLAN international, UNHCR, UNICEF et WVI.

Les partenaires institutionnels des **initiatives conjointes en gestion des risques de catastrophe/réduction des risques de catastrophe** sont la CEDEAO, l'Initiative pour le renforcement des capacités d'intervention en cas de catastrophe et l'UNISDR.

La **plateforme régionale de préparation aux catastrophes naturelles** réunit les Services nationaux de la protection civile, la CEDEAO, l'UNISDR, OCHA, le PAM, l'UNICEF et les ONG.

Les **dispositifs régionaux de suivi de la campagne agricole, des marchés et de la sécurité alimentaire et le développement du Cadre harmonisé** concernent : le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), le FEWSNET, le PAM et les gouvernements.

Les **principaux bailleurs** dans la sous-région sont, la Belgique, le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires des Nations Unies (CERF), l'Italie, la France, la Suède, l'Union européenne, USAID/OFDA et la FAO sur fonds propres.

Programme de réponse régionale

Les activités régionales de coordination et de diffusion des analyses sur la sécurité alimentaire menées par la FAO sont essentielles pour maintenir un niveau élevé de vigilance et lancer à temps des alertes en appui aux efforts des pays concernés de la sous-région du Sahel. Ces activités sont indiquées ci-dessous, en relation aux cinq axes de résultats du Programme de la FAO pour le Sahel.

➤ **Résultat 2 - Gouverner les risques et les crises : les capacités institutionnelles régionales et nationales de coordination et de gestion des risques et des crises sont renforcées**

- Coordination humanitaire à travers la participation active aux réunions de l'IASC et de l'UNOWA au niveau régional; coprésidence des réunions régionales du FSNWG;

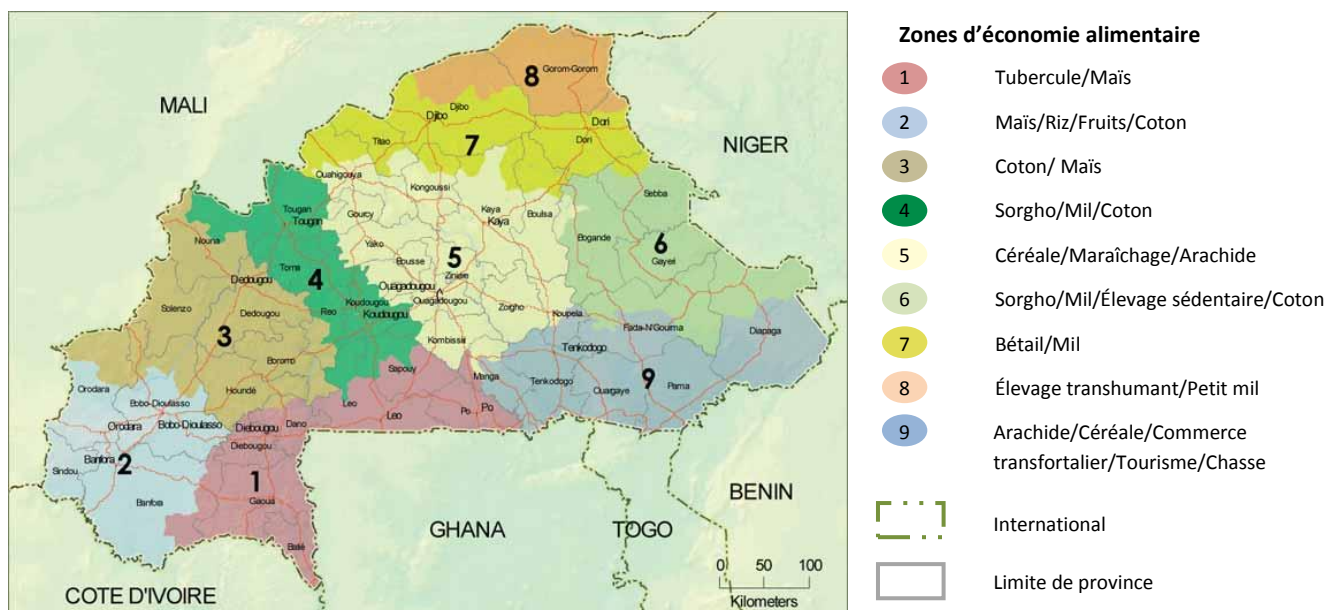
- Participation aux initiatives conjointes sur la gestion des risques de catastrophe (analyse des capacités, simulation, élaboration de plans de contingence);
 - Appui institutionnel régional (CEDEAO), national (gouvernements) et communautaire en gestion/réduction des risques de catastrophes;
 - Soutien aux bureaux pays de la FAO pour la formulation et la mise en œuvre des interventions de réponse à la crise du Sahel 2012
- **Résultat 3 - Observer pour préserver : le suivi et les SAP de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont fonctionnels, coordonnés et intégrés aux niveaux national et régional**
- Elaboration et diffusion de notes conjointes FAO-PAM sur la « sécurité alimentaire dans la région et ses implications humanitaires »;
 - Participation au développement du Cadre harmonisé en Afrique de l’Ouest/Sahel et aux systèmes d’alerte précoce (SAP) des pays qui en font la demande;
 - Participation aux missions conjointes de suivi des récoltes et de la sécurité alimentaire (septembre-octobre 2012 et 2013) et à la mission sur les marchés (janvier 2013);
 - Contribution aux enquêtes de sécurité alimentaire ou nutritionnelle organisées conjointement avec les autres agences du Système des Nations Unies et/ou structures nationales compétentes;
 - Participation aux ateliers thématiques (gestion des risques de catastrophe, nutrition, Cadre harmonisé/Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire [IPC]);
 - Suivi de la situation des différents risques et inondations dans la sous-région.
- **Résultat 4 - Se préparer à la réponse : les capacités de préparation aux catastrophes/crises sont renforcées**
- Participation et pilotage conjoint de la préparation des appels et des stratégies humanitaires régionales;
 - Participation à la révision à la Stratégie régionale 2012 inter-organisations de préparation aux risques de crises alimentaires au Sahel;
 - Appui à la plateforme régionale de préparation aux catastrophes naturelles et participation à ses réunions;
 - Participation aux activités du Groupe de travail « préparation aux catastrophes et réponses » et du Groupe « réduction des risques de catastrophe »;
 - Participation à l’élaboration de l’Appel Humanitaire régional 2013, s’il a lieu, et à sa révision à mi-parcours.
- **Résultat 5 - Informer et communiquer pour savoir : appui à la gestion des connaissances et des bonnes pratiques de réduction des risques**
- Élaboration et diffusion de notes thématiques sur des sujets spécifiques (inondations, crise humanitaire suite à des troubles sociopolitiques, situation des filières, etc.);
 - Exercice de leçons apprises des réponses innovantes mises en œuvre dans la région et dissémination.

Besoins de financement

Afin d’atteindre une meilleure préparation et fournir une réponse efficace aux menaces et situations d’urgence alimentaires et agricoles au Sahel, la FAO estime à **1 127 500 USD** les besoins financiers minima en 2012 pour assurer les activités régionales de la FAO-REOWA appui:

- à la coordination régionale pour les interventions humanitaires de sécurité alimentaire et nutritionnelle; aux évaluations techniques régionales et de pays (en particulier en relation aux marchés et récoltes) et ;
- à la gestion et à la réduction des risques de catastrophes dans les pays et la sous-région.

BURKINA FASO



Source: Fewsnet

POINTS CLÉS

- 1 670 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire immédiate, sévère et modérée.
- Portefeuille de projets d'urgence de la FAO en cours au Burkina Faso d'un montant de 7 864 000 USD pour un appui à 189 700 femmes, hommes et enfants.
- Principaux bailleurs: Union européenne, Belgique, Suisse, OFDA et CERF.
- Un appui supplémentaire est indispensable afin de répondre aux besoins immédiats de 826 000 personnes victimes de la crise alimentaire et nutritionnelle et réfugiés du Mali.

Analyse de la situation

Au Burkina Faso, la mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies a réduit les surfaces des cultures céréalières et les revenus générés par l'agriculture. D'importants déficits de production sont enregistrés chaque année dans certaines régions du pays, et particulièrement celle du Sahel et du nord du pays. Le niveau des surplus des zones de production n'est souvent pas suffisant pour alimenter les zones déficitaires et cause des augmentations plus importantes sur les marchés. Les productions des pâturages naturels sont plus plus faibles d'année en année et engendrent de plus en plus de difficultés pour alimenter les animaux, généralement pendant la période de mars à juin de chaque année. Tout cela aggrave une situation déjà difficile puisqu'en 2010, au nord et à l'est du Burkina Faso, 464 000 personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire.

C'est dans un tel contexte qu'intervient la mauvaise pluviométrie de la campagne agricole 2011, qui a engendré un déficit de 154 462 tonnes (chiffre officiel), soit une baisse de 19,6 pour cent par rapport à la campagne agricole passée. En conséquence, plus de 50 pour cent de communes rurales (au moins 170) ont été déclarées officiellement à risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Les enfants et les femmes allaitantes des ménages vulnérables sont particulièrement à risque de malnutrition et cette situation va perdurer au-delà de la crise de 2012. Pour faire face à cette crise, le gouvernement et ses partenaires, dont la FAO, ont élaboré depuis décembre 2011, un plan de réponse pour soutenir les ménages vulnérables, car sans action immédiate, les risques d'observer des tensions sociales à l'image des émeutes de la faim de 2008 sont importants. Un tel scénario de vulnérabilité est exacerbé par une hausse vertigineuse des prix des principales denrées alimentaires,

un contexte social tendu suite aux dernières mutineries militaires de 2011 et à l'arrivée massive de réfugiés du Mali (plus de 22 000 en mars 2012) suite à l'insécurité qui prévaut au nord de ce pays.

Populations vulnérables et bénéficiaires

Total des personnes en insécurité alimentaire immédiate, sévère et modérée	Personnes actuellement appuyées par la FAO (février 2012)	Personnes additionnelles ciblées par la FAO en 2012
1 670 000	189 700	826 000

Partenariats

- **Le gouvernement** : Ministères de l'agriculture, des ressources animales, de l'environnement et du développement durable et de la recherche scientifique et de l'innovation ;
- **Les agences des Nations Unies** : le PAM, OCHA, UNICEF ;
- **Les organisations de la société civile** : les ONG internationales, locales et autres associations mèneront en partenariat avec la FAO les activités de ciblage des bénéficiaires, de distribution d'intrants et de suivi des résultats ;
- **Les bailleurs de fonds** : Commission Européenne, Belgique, Suisse, USAID/OFDA, et CERF.

Programme d'urgence et de réhabilitation en cours

Depuis sa mise en place au sein de la représentation de la FAO au Burkina Faso en 2007, l'Unité de coordination des urgences et de la réhabilitation (ERCU) a mis en œuvre, avec l'appui des bailleurs de fonds, plus de 22 interventions (pour un budget d'environ 40 millions d'USD) dans le domaine agro-sylvo-pastoral en réponse aux crises diverses. Actuellement les activités en cours destinées à appuyer des ménages vulnérables comprennent :

- **Cultures céréalières** : l'appui au développement du secteur semencier du pays, l'achat et la distribution de semences de variétés améliorées, la construction de boutiques d'intrants ; la formation en matière de production et de commercialisation de semences vivrières de variétés améliorées.
- **Maraîchage** : l'achat et la distribution de semences, d'intrants et de matériel de cultures maraîchères et la formation en matière d'éducation nutritionnelle et de bonnes pratiques de production maraîchères.
- **Élevage** : l'achat et la distribution d'aliments concentrés pour le bétail, la fourniture de produits vétérinaires pour une couverture sanitaire des animaux des bénéficiaires, l'achat et distribution d'animaux de petit élevage (ovins, caprins, porcins, volaille) et de matériel d'élevage ; la formation en matière de bonnes pratiques de conduite d'élevage (santé et alimentation animale).
- **Valorisation des produits forestiers non ligneux** : l'appui en matériel de transformation de produits forestiers non ligneux PFNL à des groupements de femmes, la construction de boutiques de ventes de PFNL, le reboisement d'espèces des PFNL ; la formation des bénéficiaires en transformation et valorisation des PFNL.
- **Suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle** à travers le Conseil national de sécurité alimentaire et le SAP.

Programme de réponse à la crise

- **Résultat 1 - Protéger et améliorer la résilience des populations vulnérables et marginales**

Appui à l'agriculture

Soutien au relèvement des ménages maraîchers vulnérables

Avec la crise alimentaire et nutritionnelle de 2012, les enfants et les femmes allaitantes des ménages vulnérables sont à risque ou déjà victimes de la malnutrition. La présente activité vise à soutenir les ménages vulnérables, dans la pratique des cultures maraîchères en vue d'améliorer leurs rations et diversifier leur alimentation et leurs revenus monétaires.

Soutien à la reconstitution de la capacité de production céréalière des ménages vulnérables

Avec la mauvaise production agricole de la campagne de 2011, les producteurs vulnérables seront confrontés à des problèmes de disponibilité de semences de qualité pour les campagnes agricoles à venir. Cette activité vise à appuyer la disponibilité et la distribution d'intrants de qualité aux populations les plus exposées.

Appui à l'élevage

Apport d'intrants zootechniques et vétérinaires aux élevages des ménages vulnérables

La mauvaise situation pluviométrique de 2011 n'ayant pas permis le bon développement des pâturages et des cultures fourragères, la présente activité vise à sauvegarder les moyens d'existence d'au moins 30 000 ménages vulnérables grâce à la distribution d'intrants zootechniques et vétérinaires.

Reconstitution du cheptel des ménages vulnérables après la crise alimentaire et nutritionnelle

Les difficultés alimentaires des populations et du cheptel vont entraîner sur le plan pastoral des déstockages massifs d'animaux pour faire face aux besoins alimentaires des ménages. De fortes mortalités liées aux difficultés alimentaires des animaux pourraient également être observées. Beaucoup de ménages vulnérables vont totalement perdre leurs moyens d'existence en élevage qui pourtant, représentent leur stratégie de survie face aux chocs climatiques répétés (sécheresses, inondations). Aussi, la présente activité se propose d'appuyer les ménages vulnérables pour reconstituer leur capital bétail en les dotant d'un noyau de petit élevage (ovins, caprins, porcs, volaille) de leur choix. Cette activité sera aussi accompagnée par des interventions en éducation nutritionnelle.

Soutien à la pratique des cultures fourragères et la constitution de stocks fourragers de qualité par les ménages vulnérables

L'appui en aliments pour le bétail pendant la crise permettra aux animaux de traverser la période difficile tout en maintenant un état de productivité satisfaisant. Toutefois, cette productivité ne pourra être maintenue et améliorée que si les éleveurs disposent de fourrage de qualité et en quantité suffisante durant la période post-crise. La présente activité vise à mettre à la disposition des pasteurs et des agropasteurs des semences de cultures fourragères de qualité, et à encourager les pasteurs et agro-pasteurs, surtout les plus vulnérables, dans la pratique des cultures fourragères, la fauche et conservation du fourrage naturel.

Gestion des ressources hydriques

Construction de puits maraîchers

L'appui aux activités de cultures maraîchères va s'accompagner de la construction d'au moins 50 puits dans les périmètres maraîchers des ménages vulnérables bénéficiaires. Cette activité permettra d'augmenter la disponibilité en eau au cours des saisons sèches pour une meilleure pratique des cultures maraîchères.

Construction de puits pastoraux

Pour appuyer les actions de reconstitution du cheptel à l'issue de la crise, la construction d'au moins 50 puits pastoraux dans les zones qui s'y prêtent s'avère essentielle pour favoriser l'exploitation des pâturages naturels et améliorer la productivité des élevages.

➤ Résultat 2 - Gouverner les risques et les crises : les capacités institutionnelles de coordination et de gestion des risques et des crises sont renforcées

La FAO participe activement aux réunions organisées par le Coordinateur résident du Système des Nations Unies, réunissant les agences de l'Organisation des Nations Unies, les partenaires techniques et financiers et les ONG. La FAO participe également au groupe de travail ayant appuyé la préparation du plan de réponse du gouvernement à la crise (FAO, PAM, Union européenne, ECHO,

Représentants des Ministères de l'agriculture et de l'élevage) lors des réunions mensuelles de coordination humanitaire. D'autres activités d'appui institutionnel et de gestion et de réduction des risques sont en cours de formulation.

➤ **Résultat 3 - Observer pour préserver : le suivi et les SAP de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont fonctionnels, coordonnés et intégrés aux niveaux national et régional**

Afin de garantir d'une part un suivi régulier de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de disposer d'informations fiables d'autre part, des activités de soutien au dispositif national de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont maintenues et appuyées au cours de l'année de façon régulière. L'objectif est d'améliorer la capacité opérationnelle du dispositif national sur la sécurité alimentaire au Burkina Faso.

➤ **Résultat 4 - Se préparer à la réponse : les capacités de préparation aux catastrophes/crises sont renforcées**

Un appui technique est fourni de façon régulière aux secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des ressources naturelles dans le cadre du plan national de contingence et de préparation en réponse à la crise. Les activités détaillées sont en cours de formulation.

➤ **Résultat 5 - Informer et communiquer pour savoir : appui à la gestion des connaissances et des bonnes pratiques de réduction des risques**

Ces activités sont en cours de formulation et seront coordonnées au niveau global et régional.

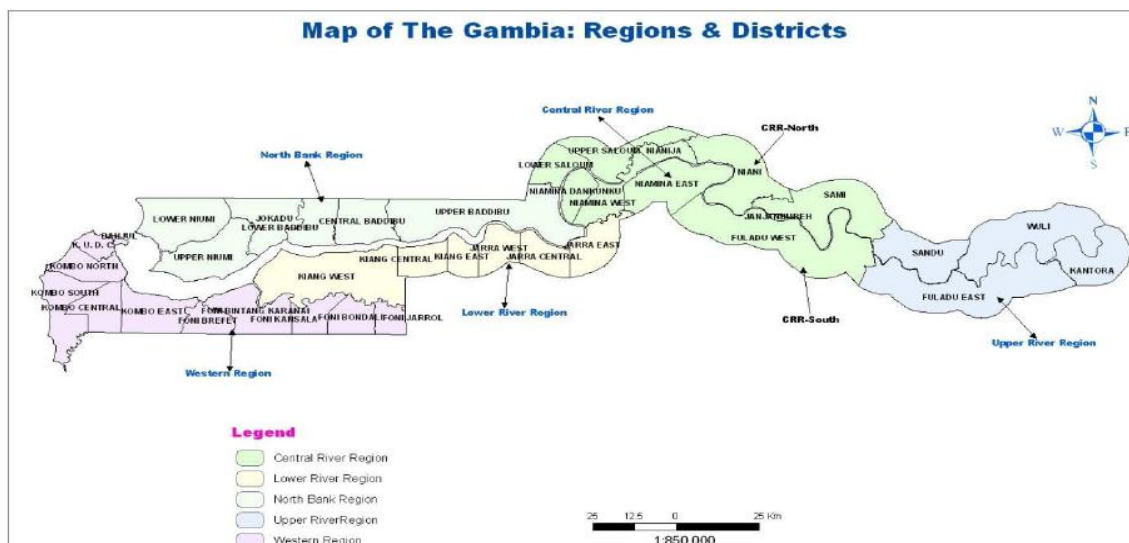
Besoins de financement 2012

Pour appuyer la réponse à la situation d'urgence alimentaire et agricole au Burkina Faso, la FAO estime les besoins à 14 873 000 USD pour l'année 2012²³.

Interventions Burkina Faso 2012	Nombre de personnes ciblées	Montant (USD)
<i>Agriculteurs</i> : soutien au relèvement des ménages vulnérables par l'appui aux cultures maraîchères	77 000	2 100 000
<i>Agriculteurs</i> : soutien à la reconstitution de la capacité de production céréalière des ménages vulnérables	210 000	3 600 000
<i>Éleveurs</i> : apport d'intrants zootechniques et vétérinaires aux élevages des ménages vulnérables	105 000	3 600 000
<i>Éleveurs</i> : reconstitution du cheptel/bétail des ménages vulnérables après la crise alimentaire et nutritionnelle	207 200	2 570 000
<i>Éleveurs</i> : soutien à la pratique des cultures fourragères et la constitution de stocks fourragers de qualité par les ménages vulnérables	210 000	
<i>Gestion des ressources hydriques</i> : construction de puits maraîchers et pastoraux	16 800	1 700 000
Soutien aux activités d'évaluation des besoins et de suivi de la sécurité alimentaire	-	100 000
Total	826 000	14 873 000

²³ Situation en cours de révision étant donné l'aggravation de la situation des réfugiés en provenance du Mali et des difficultés des familles d'accueil.

GAMBIE



Source : Gambia National Agriculture Investment Plan (2010)

POINTS CLÉS

- 601 850 personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère et modérée.
- Aucun projet d'urgence avant la crise 2012 mais programme de développement en cours de mise en œuvre.
- Besoins en financements de 5 076 945 USD pour 247 495 personnes bénéficiaires.

Analyse de la situation

Cette année, la Gambie fait face à une situation alimentaire critique suite à une saison pluvieuse 2011 caractérisée par une arrivée tardive et une fin précoce des pluies, ainsi que par leur irrégularité dans l'espace et dans le temps. Le déficit pluviométrique global est de 10 pour cent par rapport à la normale et de 30 pour cent par rapport aux résultats de 2010. Les résultats définitifs de la mission d'évaluation des récoltes font ressortir qu'un total de 409 000 personnes dans les zones rurales est gravement affecté par les mauvaises récoltes de cette année. A cette population à risque s'ajoutent encore 192 850 personnes vivant dans les zones défavorisées des villes du pays, portant le total de personnes en insécurité alimentaire à 601 850 personnes, représentant 34 pour cent de la population du pays.

Les départements les plus durement affectés incluent Fonis (West Coast), Kiang (Lower River), ceux de la région de North Bank (pluviométrie inférieure de 76 pour cent à la normale pendant les mois de mai et juin et de 35 pour cent sous la normale pendant la période allant de juillet à octobre) et quelques départements des régions Central River et Upper River. En moyenne et comparé aux résultats de la campagne 2010/2011, les productions ont chuté drastiquement, en particulier pour le riz pluvial (moins 79 pour cent), l'arachide (moins 67 pour cent) et le millet précoce (moins 53 pour cent).

En parallèle, on assiste à une pression croissante sur les prix des denrées importées due à une combinaison de la flambée des prix au niveau mondial et à la dépréciation significative du Dalasi au cours de ces derniers mois (GIEWS, 2012). Ces prix élevés rendent l'accès à la nourriture encore plus difficile pour une large frange de la population tant en milieu rural qu'urbain. En novembre 2011, le prix unitaire du riz a dépassé pour la première fois le niveau de 2008 (prix nominal supérieur d'un pour cent), et les prix des céréales secondaires sont en moyenne de 32 pour cent supérieurs à leur niveau de 2008.

Les producteurs de riz pluvial et d'arachide sont les plus durement affectés, leurs revenus et leurs stocks post-récoltes ayant diminué, et porté leurs disponibilités vivrières de six mois à deux-trois mois de couverture des besoins alimentaires de leur ménage. Le capital semencier pour la saison culturale prochaine est également à risque étant donné la faible disponibilité en semences produites cette année.

Cette situation générale a conduit le Gouvernement de Gambie à déclarer le pays en situation de mauvaises récoltes généralisées et à lancer un appel pour un appui en semences et en engrais pour la campagne agricole 2012 à venir.

Populations vulnérables et bénéficiaires

Total des personnes en insécurité alimentaire immédiate, sévère et modérée	Personnes actuellement appuyées par la FAO (février 2012)	Personnes additionnelles ciblées par la FAO en 2012
601 850	n.a.	247 495

Partenariats

- **Le gouvernement** : le Ministère de l'agriculture et ses structures décentralisées, l'Institution de recherche nationale, l'Agence nationale de gestion des catastrophes, les autorités locales et l'administration territoriale.
- **Les agences des Nations Unies** : le PAM.
- **Les organisations de la société civile** : le renforcement des moyens de subsistance sera conduit en collaboration étroite avec et les organisations de producteurs et les ONG internationales et nationales.
- **Les bailleurs de fonds** : CERF.

Programme d'urgence et de réhabilitation en cours

Le programme principal de développement actuellement mis en œuvre par la FAO en Gambie contribue à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, le Document stratégique de réduction de la pauvreté II (2007-2011) et la Vision 2020 du pays. De 2008 à 2010, la Gambie a reçu des financements d'urgence de la FAO et du CERF afin de réhabiliter les capacités de production et augmenter la résistance des ménages vulnérables victimes de crises naturelles et économiques, notamment suite à la crise de la flambée des prix des denrées alimentaires, aux mauvaises récoltes, aux pertes alimentaires et aux inondations. Ces projets ont fourni de nombreux appuis en engrais, semences (céréales et légumes), équipements agricoles, ainsi qu'en matière de réhabilitation de périmètres maraîchers, de renforcement des capacités des agents agricoles en matière de prévention et de gestion des risques et catastrophes et de systèmes d'alerte précoce.

Programme de réponse à la crise

L'objectif est de répondre en priorité à l'insécurité alimentaire causée par les faibles productions agricoles de 2011, la hausse des prix des céréales et la faible résilience de la plupart des ménages vulnérables. Cet objectif sera atteint par le renforcement des moyens de subsistance de 247 495 personnes issues de familles d'agriculteurs et d'agro-pasteurs vulnérables et ce par l'amélioration de leur pouvoir d'achat et par le renforcement de leur résilience aux futurs chocs et catastrophes selon les cinq axes suivants :

➤ Résultat 1 - Protéger et améliorer la résilience des populations vulnérables et marginales

Ce résultat vise à restaurer les capacités de production et d'élevage des ménages vulnérables par des activités de :

- Distribution de semences sélectionnées de maïs, riz et arachide accompagnées d'engrais pour la campagne pluviale 2012 ;

- Distribution de semences potagères et d'engrais aux groupements féminins actifs dans le secteur maraîcher pendant la saison sèche 2012-2013 ;
- Distribution de compléments alimentaires pour les animaux (volaille et petits ruminants) ;
- Distribution de vaccins et déparasitants pour le petit bétail ;
- Conduite d'une campagne de vaccination animale.

Les capacités des ménages vulnérables en matière de techniques de production agricole et de gestion de la santé animale seront renforcées grâce à l'organisation de sessions de formation spécifiques.

➤ **Résultat 2 - *Gouverner les risques et les crises* : les capacités institutionnelles de coordination et de gestion des risques et de crises sont renforcées**

Ce résultat vise à renforcer les capacités des partenaires institutionnels et des communautés en matière de gestion des risques et catastrophes par les activités suivantes :

- Ateliers de renforcement de capacités techniques à destination des autorités nationales et décentralisées et des leaders des communautés ;
- Sessions participatives de renforcement de capacités au niveau des groupements communautaires.

➤ **Résultat 3 - *Observer pour préserver* : le suivi et les SAP de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont fonctionnels, coordonnés et intégrés aux niveaux national et régional**

La FAO continuera à appuyer le gouvernement et les partenaires pour assurer une évaluation régulière de la situation alimentaire et nutritionnelle en Gambie. Des activités plus détaillées sont en cours de formulation

➤ **Résultat 4 - *Se préparer à la réponse* : les capacités de préparation aux catastrophes/crises sont renforcées**

Ce résultat vise à renforcer les capacités des partenaires institutionnels et des communautés en matière de préparation et de réduction des risques et catastrophes par les activités suivantes également liées aux activités de gestions de crises indiquées au résultat 2 ci-dessus:

- Ateliers de renforcement de capacités de préparation destinés aux autorités nationales et décentralisées et aux leaders des communautés ;
- Sessions participatives de renforcement de capacités au niveau communautaire.

➤ **Résultat 5 - *Informier et communiquer pour savoir* : appui à la gestion des connaissances et des bonnes pratiques de réduction des risques**

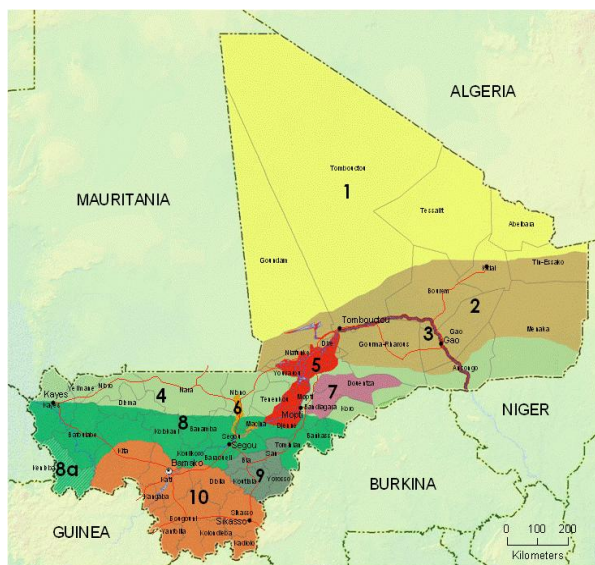
Ces activités sont en cours de formulation.

Besoins de financement 2012

Pour répondre de manière efficace à la crise et à l'insécurité alimentaire en Gambie, la FAO estime que 5 076 945 USD sont nécessaires afin de porter assistance à 247 495 personnes.

Interventions Gambie 2012	Nombre de personnes ciblées	Montant (USD)
<i>Agriculteurs : assistance d'urgence aux agriculteurs vulnérables (maïs, riz, arachides et engrais)</i>	122 495	3 266 935
<i>Agriculteurs : assistance en maraîchage auprès des populations les plus vulnérables</i>		
<i>Éleveurs : assistance d'urgence aux éleveurs vulnérables (fourrages et soins vétérinaires, vaccination)</i>	75 000	1 260 000
<i>Gestion de l'eau: construction et réhabilitation de puits</i>	50 000-	550 000
Total	247 495	5 076 945

MALI



Source: Fewsnet

Zones de moyens d'existence

- 1 Désert
- 2 Pastoralisme Nomade et Transhumant
- 3 Riz fluvial/Transhumance bétail
- 4 Petit mil/ Transhumance bétail
- 5 Lac Delta: Riz irrigué/Sorgho
- 6 Office du Niger: Riz irrigué
- 7 Plateau Dogon: Petit mil/Oignons
- 8 Mil pluvial/Sorgho
- 8a Mil pluvial/Sorgho/Fruits
- 9 Petit mil/Sorgho/Coton
- 10 Maïs/Coton/Fruits

POINTS CLÉS

- 3 575 160 personnes en situation d'insécurité alimentaire immédiate, sévère et modérée.
- Portefeuille actuel des projets d'urgence de la FAO au Mali d'un montant de 3 173 254 USD fournissant un appui à 76 230 personnes dont 70 pour cent de femmes.
- Principaux bailleurs : Belgique, CERF, Suède, Autriche.
- Un appui supplémentaire est nécessaire afin de répondre aux besoins immédiats de 380 825 personnes.

Analyse de la situation

Au Mali, à l'exception de quelques localités (Kayes, Yelimané, etc.), le cumul des pluies 2011 est normal à excédentaire mais inférieur à celui de 2010. Cependant, la pluviométrie a été mal répartie dans le temps et dans l'espace, ainsi la superficie de végétation au niveau de la zone humide du Delta du Fleuve Niger a diminué de moitié par rapport à octobre 2010. En ce qui concerne la situation pastorale, alors que les pâturages sont abondants dans le Gourma (ce qui permet aux troupeaux du Mali et du Niger de se nourrir), certaines zones du pays souffrent de déficit fourrager important (notamment les « bourgoutières²⁴ »). On assiste ainsi à une décapitalisation de bétail importante dans les zones affectées de la bande sahélienne. L'évolution globale de la campagne agro-pastorale dans le Sahel occidental et central, voire dans le delta intérieur du fleuve Niger, est mauvaise. Le système d'alerte précoce du Mali a établi un « plan d'action d'urgence » pour faire face à la crise alimentaire et nutritionnelle en réponse aux difficultés alimentaires issues de la campagne agricole 2011-2012.

De plus, les violents combats qui opposent depuis le 17 janvier 2012 l'armée malienne à la rébellion touarègue du Mouvement national de libération de l'Azawad dans le nord du Mali ont entraîné des déplacements massifs de population dans le pays et au delà des frontières. Il est estimé que plus de 93 000 personnes sont déplacées internes, et que près de 113 000 sont des réfugiées au Niger, en Mauritanie et au Burkina Faso. À ces mouvements de population il faut ajouter le rythme effréné d'arrivée de nouveaux réfugiés dans les pays voisins (entre 800 et 1 000 par jour en Mauritanie comme au Burkina Faso).

²⁴ Bourgou: cette culture fourragère pérenne à faible niveau d'investissement est bien adaptée aux conditions locales pour sa production. Les sites de production (appelés bourgoutières) sont localisés dans les dépressions et les zones d'épandage des cours d'eau et des mares.

Populations vulnérables et bénéficiaires

Total des personnes en insécurité alimentaire immédiate, sévère et modérée (*)	Personnes actuellement appuyées par la FAO (Février 2012)	Personnes additionnelles ciblées par la FAO en 2012
3 575 160	n.a.	380 825

(*) Selon la classification du SAP Mali (février 2012): 1 841 513 personnes en « difficulté alimentaire » et 1 733 647 personnes en « difficulté économique ».

Partenariats

- **Le gouvernement** : structures décentralisées des directions nationales sectorielles- CNS.
- **Les agences des Nations Unies** : Cluster Sécurité Alimentaire codirigé par la FAO et le PAM.
- **Les organisations de la société civile** : ONG internationales et nationales telles que Welthungerhilfe (agro-action allemande), CARITAS Kayes et Tassaght.
- **Les bailleurs de fonds** : Belgique, CERF, Suède, Autriche.

Programme d'urgence et de réhabilitation en cours

À la suite de la crise agropastorale de 2010/2011 et en réponse au plan d'urgence du gouvernement de 2011, la FAO contribue à renforcer les moyens d'existence durables des populations vulnérables des communes affectées par des activités dont les objectifs spécifiques sont les suivants:

- **Agriculture et maraîchage** : renforcer les capacités de production agricole des ménages vulnérables ou à risque d'insécurité alimentaire ou de malnutrition;
- **Élevage** : renforcer les moyens d'existence durables des populations vulnérables, en soutenant la production pastorale et en rétablissant les capacités de production alimentaire des ménages affectés;
- Renforcer les **mécanismes de coordination et d'échange d'informations** sur la sécurité alimentaire mis en place au Mali, et les actions de plaidoyer en faveur de programmes de sécurité alimentaire et nutrition adéquats;
- Renforcer les **capacités nationales et régionales de réponse** à l'insécurité alimentaire à travers une meilleure analyse de la situation et des réponses coordonnées, pertinentes et opportunes aux crises alimentaires et des moyens d'existence des populations vulnérables.

Programme de réponse à la crise

Les zones d'intervention de la FAO au Mali sont les régions de Kayes, Koulikoro, Gao, Ségou et Tombouctou qui sont particulièrement vulnérables à la hausse des prix des céréales et à la crise actuelle. La FAO en contribution au plan d'urgence du Gouvernement malien et en accord avec son programme régional de réponse à la crise du Sahel de 2012, a priorisé les interventions suivantes:

➤ Résultat 1 - *Protéger et améliorer la résilience des populations vulnérables et marginales*

Appui à l'agriculture

Soutien aux productions de contre-saison : production céréalières de riz et blé et production maraîchère des ménages vulnérables. Au vu de la forte hausse des prix des céréales, de l'absence de récoltes de soudure (légumineuses) et des taux de malnutrition très élevés, des actions d'appui par la distribution d'intrants agricoles ont été initiées et seront renforcées pour améliorer la disponibilité alimentaire en période sèche des populations vulnérables. La FAO continuera d'appuyer les cultures de contre-saison de riz, de blé à travers la subvention d'intrants agricoles (semences, engrais, équipements), et le maraîchage grâce à des appuis en semences maraîchères, en petits matériels et surtout en points d'eau.

Appui à l'élevage

Les agro-pasteurs et pasteurs vulnérables et déplacés sont appuyés par des activités immédiates afin d'éviter les ventes abusives du bétail et comprenant:

- Déstockage : Actions de sensibilisation des éleveurs de bétail afin de minimiser les pertes éventuelles.
- Apport d'intrants zootechniques et vétérinaires aux élevages des ménages vulnérables
- Soutien à la reconstitution du petit bétail des familles les plus vulnérables
- Soutien à la pratique des cultures fourragères et la constitution de stocks fourragers de qualité par les ménages vulnérables

Gestion des ressources hydriques, pâturages et ressources forestières

Les priorités incluent :

- La réhabilitation de puits pastoraux et maraîchers ;
- La préservation des pâturages. Des inondations ayant occasionné par endroits des dégâts matériels dans les régions de Kayes, Koulikoro, Tombouctou et Gao, la FAO à travers ses interventions contribuera à la réhabilitation de certains points d'eau ainsi qu'à la restauration des zones de pâturage.
- La gestion des parcours et ressources forestières. Au vu du déficit notoire en pâturage dans le Sahel Occidental et dans le delta central du Niger à Mopti, zones de pâturage de saison sèche, il y a lieu de lutter contre les feux de brousse pour préserver les pâturages.

Nutrition

Au vu des taux de malnutrition très élevés (au dessus du seuil d'alerte) sous toutes ses formes selon les résultats de l'enquête rapide réalisée par le SAP en octobre 2011 dans le Sahel Occidental de Kayes, la FAO contribuera à renforcer et intensifier les actions d'appui à la nutrition à travers le pays et particulièrement dans les zones à risque. Des séances de démonstration culinaires, formations en actions essentielles pour la nutrition à l'intention des groupements féminins et des femmes bénéficiaires des projets d'agriculture seront ainsi organisées. Ces femmes auront la responsabilité de relayer les messages clés au sein de leurs communautés respectives. Le choix des bénéficiaires mettra un accent particulier sur l'aspect genre, et encouragera et renforcera les actions d'assistance visant à rétablir la sécurité alimentaire et à promouvoir le partage équitable, par exemple par les hommes et les femmes chefs de ménage.

➤ Résultat 2 - Gouverner les risques et les crises : les capacités institutionnelles de coordination et de gestion des risques et de crises sont renforcées

Le renforcement des capacités et la coordination se feront sous les auspices du Cluster Sécurité Alimentaire FAO-PAM, en partenariat avec les structures nationales décentralisées et les agences et ONG actives dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali.

Le Cluster Sécurité Alimentaire a été très récemment activé au Mali sous la coprésidence du PAM et de la FAO et en étroite collaboration avec les institutions nationales. Le Cluster est renforcé par les mécanismes de coordination suivants:

- le Comité de coordination et de suivi des programmes de sécurité alimentaire (CSN), présidé par le Commissaire à la sécurité alimentaire et co-présidé par le PAM. Ce Comité travaille sur la base des rapports mensuels établis par le SAP concernant la situation alimentaire du pays au regard de l'évolution de la campagne agricole;
- Le sous-groupe « sécurité alimentaire » du Groupe thématique économie agricole et rurale (GTEAR) mis en place par les équipes spéciales de projet dans le cadre de leurs activités de coordination au Mali;
- Le Groupe Pluridisciplinaire de suivi de l'hivernage mis en place et présidé par le Commissariat à la sécurité alimentaire ;

- le Comité de gestion des donateurs, composé des chefs de mission diplomatique des pays et organismes partenaires du Programme de restructuration du marché céréalier;
- Le Groupe thématique économie agricole et rurale - GTEAR;
- le Groupe élargi des partenaires techniques et financiers du Mali qui regroupe toutes les agences du Système des Nations Unies et les bailleurs de fonds. Ce groupe se réunit mensuellement pour analyser l'état de la sécurité alimentaire, affiner les synergies et assurer la complémentarité des actions entre les différentes agences.

Les ONG qui contribuent à la mise en œuvre de certains projets participent également à la coordination des activités, partageant régulièrement des informations sur la situation.

➤ **Résultat 3 - Observer pour préserver : le suivi et les SAP de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont fonctionnels, coordonnés et intégrés aux niveaux national et régional**

La FAO continue son soutien au système national d'alerte précoce et fournit une assistance technique pour évaluer et assurer le suivi de la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle en étroite collaboration avec les partenaires du Cluster sécurité alimentaire. Les activités détaillées sont en cours de formulation.

➤ **Résultat 4 - Se préparer à la réponse : les capacités de préparation aux catastrophes/crises sont renforcées**

La FAO continue son assistance au gouvernement pour l'actualisation et la mise en œuvre du « plan d'action d'urgence » pour faire face à la crise alimentaire et nutritionnelle en réponse aux difficultés alimentaires issues de la campagne agricole 2011-2012 au Mali.

Dans ce contexte, des actions de sensibilisation à la constitution de stocks de céréales familiaux et afin d'éviter les ventes abusives seront menées, ainsi que des sessions de formations de formateurs dans divers domaines de la sécurité alimentaire. D'autres activités sont en cours de formulation.

➤ **Résultat 5 - Informer et communiquer pour savoir : appui à la gestion des connaissances et des bonnes pratiques de réduction des risques**

Dans une approche régionale et nationale, ces activités sont en cours de formulation.

Besoins de financement 2012

Pour appuyer la réponse à la situation d'urgence alimentaire et agricole au Mali et afin d'assister 380 825 personnes, la FAO estime les besoins à **10 050 000 USD** pour l'année 2012.

Interventions Mali 2012	Nombre de Personnes ciblées	Montant (USD)
<i>Agriculteurs</i> : soutien au relèvement des ménages vulnérables par les cultures maraîchères.	100 000	1 800 000
<i>Agriculteurs</i> : soutien à la reconstitution de la capacité de production céréalière des ménages vulnérables.	125 825	3 550 000
<i>Éleveurs et déplacés</i> : soutien à la reconstitution du petit bétail, dotation en intrants zootechniques et vétérinaires, à la pratique des cultures fourragères et soutien à la constitution de stocks fourragers de qualité pour les ménages vulnérables.	115 000	2 800 000
<i>Gestion de l'eau</i> : réhabilitation de puits maraîchers et pastoraux et gestion des parcours.	40 000	1 700 000
Appui à la coordination, et soutien aux activités d'évaluation et de suivi de la sécurité alimentaire	-	200 000
Total	380 825	10 050 000

MAURITANIE



Source: Fewsnat

Zones d'économie alimentaire

- 1 Nomades pastoraux
- 2 Oasis et pastoralisme avec oueds cultivés
- 3 Littoral – pêcheurs artisanaux
- 4 Pastoralisme transhumain
- 5 Agro-pastorale
- 6 Culture pluviale
- 7 Vallée du fleuve Sénégal

- International
- Limite d'Arrondissement
- Limite de Département

POINTS CLÉS

- 700 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire immédiate, sévère et modérée.
- Portefeuille actuel des projets d'urgence de la FAO en Mauritanie d'un montant de 1 400 336 USD fournissant un appui à 182 500 personnes.
- Principaux bailleurs : USAID, CERF et Belgique.
- Un appui supplémentaire est nécessaire afin de répondre aux besoins de 497 500 personnes affectées par la crise.

Analyse de la situation

La Mauritanie accuse un déficit alimentaire structurel (30 pour cent en moyenne) par rapport aux principaux besoins alimentaires essentiels de sa population. Cette situation est imputable à la conjonction des facteurs suivants : moyens de production limités et généralement traditionnels, superficie de terres cultivables très réduite, faible pluviométrie, désertification galopante et attaques endémiques de criquets pèlerins et autres ennemis des cultures.

L'année 2011 a été marquée par un déficit pluviométrique important, amplifié par une mauvaise répartition spatio-temporelle. Les zones pluviales, agropastorales et des pasteurs nomades sont les plus affectées par ce déficit qui s'est traduit par un mauvais développement du couvert végétal. Dans toutes ces zones, les productions agricole et pastorale ainsi que les principaux moyens d'existence ont été affectés. En mars 2012, le rapport Mauritanie de la Concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest sur les résultats prévisionnels de la campagne agricole 2011-2012 faisait état d'une production céréalière estimée à 180 955 tonnes, soit une diminution de 34 pour cent par rapport à la production brute de la campagne précédente estimée à 274 362 tonnes. La zone agro-pastorale est dépourvue à 70 pour cent de ses ressources fourragères. Les quelques poches de pâturages existantes sont envahies par des milliers de bêtes qui ont déjà commencé une transhumance précoce. De plus, à cause de l'insécurité, de nombreux troupeaux reviennent du Mali sur des pâturages mauritaniens déjà épuisés.

L'importante augmentation des taux d'insécurité alimentaire en période post-récolte est une conséquence de la combinaison de trois facteurs majeurs : (i) la baisse de l'autoconsommation à

cause du déficit pluviométrique qui a réduit les récoltes et la valeur de la production des éleveurs; (ii) la baisse des revenus (agricole, élevage et autres activités rurales) des ménages; (iii) la hausse des prix des céréales locales et des produits importés entraînant une baisse du pouvoir d'achat des ménages ruraux et urbains et une réduction de l'accès à la nourriture alors que les marchés restent globalement bien approvisionnés en produits importés. L'alimentation des ménages vulnérables est peu variée notamment du fait de l'absence de légumineuses (niébé) et de légumes sur les marchés parallèlement à la chute brutale de leur pouvoir d'achat.

Populations vulnérables et bénéficiaires

En décembre 2011 un quart des ménages en milieu rural étaient en situation d'insécurité alimentaire, nombre trois fois plus élevé par rapport à l'année précédente. Dans les zones urbaines l'augmentation est encore plus élevée avec 5,2 pour cent des ménages en insécurité contre 1,4 pour cent à la même période l'année passée.

Les groupes dont les moyens d'existence sont les plus affectés par la crise sont les personnes nomades, les cultivateurs des terres pluviales et les agro-pasteurs. Cette situation pourrait être aggravée par l'arrivée de plus de 22 000 réfugiés maliens suite à l'insécurité qui prévaut au nord de leur pays.

Total des personnes en insécurité alimentaire immédiate, sévère et modérée	Personnes actuellement appuyées par la FAO (Février 2012)	Personnes additionnelles ciblées par la FAO en 2012
700 000	182 500	497 500

Partenariats

- **Le gouvernement** : au sein du Ministère du développement rural, la Direction de l'élevage, le Centre national de recherche agronomique et de développement agricole, et les Délégations (antennes décentralisées).
- **Les agences des Nations Unies** : dans le cadre de l'initiative « One UN », la FAO travaille en étroite collaboration et en partenariat avec les autres agences et organisations du Système des Nations Unies.
- **Les organisations de la société civile** : différentes ONG locales et internationales.
- **Les bailleurs de fonds**: Belgique, CERF et USAID.

Programme d'urgence et de réhabilitation en cours

Face à cette situation de crise le Gouvernement de la Mauritanie a lancé un programme d'intervention sectoriel, le Plan Emel 2012, constitué par un premier volet de soutien à l'élevage et un second d'augmentation de disponibilité des produits de première nécessité en faveur des populations nécessiteuses, contribuant à mitiger l'impact sur l'état nutritionnel et de santé des enfants.

En appui à ce Plan Emel, les principales interventions en cours de mise en œuvre par la FAO sont:

- **Maraîchage** : achat et distribution de semences, d'intrants et d'outils agricoles ; production et distribution de semences et pousses de variétés fourragères de cycle court ; organisation et facilitation de sessions de renforcement des capacités techniques pour améliorer la production, la gestion, l'utilisation et la revente de produits maraîchers.
- **Élevage** : opération de déstockage auprès des ménages d'éleveurs ; amélioration de l'état sanitaire du cheptel par la distribution d'intrants vétérinaires (antiparasitaires et complexes vitaminés) et renforcement des connaissances de base des Agents de vulgarisation de l'élevage.
- **Nutrition** : distribution de la viande provenant du déstockage aux familles les plus vulnérables.
- **Formation** aux bonnes pratiques de conduite d'élevage (santé et nutrition animale) et de mise en réseau avec les services techniques agricoles et d'élevage.

Programme de réponse à la crise

La FAO en Mauritanie, s'est préparée depuis septembre 2011 à répondre à la crise sahélienne de 2012. Les effets négatifs de cette crise mettront du temps à être résorbés aussi les interventions ci-dessous sont à la fois planifiées pour un impact immédiat, mais surtout pour la réhabilitation à suivre. Ces actions s'alignent sur les cinq axes principaux du programme régional de la FAO au Sahel et incluent :

➤ Résultat 1 - Protéger et améliorer la résilience des populations vulnérables et marginales

Appui à l'agriculture

La Mauritanie est dotée d'un important potentiel agricole qui doit cependant être consolidé et diversifié. La production maraîchère sera renforcée par un soutien au relèvement des ménages maraîchers vulnérables. Les interventions comprennent :

- L'achat, et la distribution de semences de qualité et améliorées, d'intrants et d'outils agricoles aux ménages vulnérables et l'appui à la diversification des cultures maraîchères avec des espèces existantes à haute valeur économique et nutritionnelle.
- La diffusion de ces espèces se fera en coopération avec le Centre national de recherche agronomique et de développement agricole. Les associations maraîchères de femmes seront soutenues et recevront un appui technique et du matériel.
- La promotion de production de semences de qualité et la transformation et commercialisation des produits maraîchers.
- Le renforcement de la promotion et l'introduction d'arbres fruitiers. Des arbres fruitiers seront distribués dans les zones qui s'y prêtent. Ce volet sera mis en œuvre avec le Centre national de recherche agronomique et de développement rural.
- L'amélioration de l'accès aux marchés pour les légumes et les fruits : un des freins principaux pour le développement des jardins, potagers et vergers reste les conditions difficiles d'accès aux marchés. Des facilités et mécanismes pour la transformation, le stockage et le transport des produits seront développés et renforcés.
- La transformation des produits à travers des techniques simples pour faciliter la conservation des fruits et légumes. La tomate et le gombo peuvent facilement être séchés par exemple.
- Le renforcement des capacités de lutte contre les ennemis des cultures sera aussi mené.

Appui à l'élevage

En Mauritanie, les communautés pastorales et agro-pastorales dépendent de leur bétail pour leurs entrées financières et leur alimentation. En plus de son intérêt économique, la production laitière joue un rôle nutritionnel prédominant en termes d'autoconsommation, notamment dans les zones enclavées faiblement couvertes par les marchés, en particulier pour les jeunes enfants et pour les femmes enceintes et allaitantes. Afin d'augmenter cette production, les interventions viseront à améliorer en amont l'alimentation adéquate, l'eau et les soins de santé animale afin d'améliorer la capacité des éleveurs à faire face aux crises tout en préservant leurs moyens d'existence. Les interventions proposées incluent :

- des opérations de déstockage auprès des ménages d'éleveurs en difficulté.
- La production et la distribution de semences et pousses de variétés fourragères à cycle court et la promotion des cultures de variétés améliorées de fourrages à croissance rapide et hautement nutritif. Des séances de formations sur ces cultures seront dispensées au profit des ménages bénéficiaires. Outre une source de revenus, la production locale de fourrage pourrait combler en partie le déficit alimentaire animal. Les semences seront récupérées par les bénéficiaires et réutilisées ou revendues.
- Le développement de recettes de tourteaux (blocs multinationnels [BMN]) avec des ingrédients facilement accessibles et disponibles dans la région. A plus long terme, des coopératives seront mises sur pied pour produire localement et simplement ces tourteaux. Le fonctionnement de ces coopératives sera initié afin de les rendre autonomes et pérennes. Il a

été observé que les animaux recevant des BMN avec un supplément modeste de fourrage à fibres récupèrent plus rapidement d'un stress nutritionnel et recommencent leur production laitière plus rapidement. Les tourteaux protègent principalement les petits éleveurs qui sont souvent les plus vulnérables.

- L'amélioration des résidus de récoltes par des moyens simples et facilement accessibles. Le recyclage des récoltes avortées et le traitement des résidus de récoltes à l'urée contribueront à renforcer davantage la disponibilité, l'accès et l'utilisation de compléments alimentaires locaux à faibles coûts permettant ainsi d'augmenter et/ou de maintenir la production de lait et l'état alimentaire des animaux en cas de choc.
- La protection de l'état sanitaire du cheptel par la distribution d'intrants vétérinaires (antiparasites et complexes vitaminés) et ensuite l'amélioration de la santé animale en facilitant l'accès à des produits et services vétérinaires de base. A plus long terme, des pharmacies vétérinaires privées seront mises sur pied. Les candidats seront sélectionnés, formés et leur pharmacie autonomisée. Ce réseau de pharmacies privées sera établi en étroite collaboration avec les services de l'élevage du Ministère du développement rural.
- Le renforcement des connaissances des agents d'extension de l'élevage et ensuite la formation aux bonnes pratiques de l'élevage (santé et nutrition animale) par la promotion de l'approche « école champêtre et pastorale » et de mise en réseau avec les services techniques agricoles et d'élevage. Ceci se fera en collaboration avec l'Association des éleveurs de Mauritanie. Des écoles pastorales seront créées sur base du principe des écoles d'agriculture de terrain (ferme-école). Des facilitateurs seront formés pour initier et développer ces écoles pastorales. L'accent sera mis sur des questions telles que la conservation des sols et des points d'eau, la gestion du bétail, la réparation et la gestion des points d'eau et la gestion communautaire des risques de catastrophes, etc.

Appui à la nutrition

Dans l'immédiat, l'appui à la nutrition des ménages les plus vulnérables se fera par la distribution de la viande provenant du déstockage.

Ensuite, en lien avec les interventions d'appui au maraîchage d'espèces existantes à haute valeur économique et nutritionnelle (telles que les tubercules) des actions d'éducation sur l'utilisation et la préparation de ces espèces seront menées à travers des formations et des démonstrations culinaires des produits du jardin en collaboration avec des associations de femmes. La promotion de ces espèces se fera sur base d'études qui viseront à pallier les déficiences nutritionnelles. L'objectif étant de promouvoir l'utilisation d'aliments plus variés et riches en nutriments, qui sont disponibles localement et d'encourager une demande pour les fruits et légumes à travers des séances de formations et de démonstrations.

Gestion des ressources hydriques

Le potentiel et les possibilités de promouvoir le principe des systèmes de stockage souterrain d'eau tels que des barrages sous terre seront étudiés. Ces types de retenues d'eau souterraines sont bien adaptés et préservent le réservoir de l'évaporation qui constitue une contrainte majeure dans les zones de type sahélien. L'aménagement de puits en amont permettra de servir de source d'eau pour les ménages, d'irriguer des jardins maraîchers et d'abreuver les troupeaux.

➤ Résultat 2 - Gouverner les risques et les crises : les capacités institutionnelles de coordination et de gestion des risques et de crises sont renforcées

La FAO participe activement aux réunions de travail du Cluster sécurité alimentaire et l'élevage, ainsi qu'au Forum de coordination, auquel participent les agences des Nations Unies, les ONG, et les bailleurs de fonds. En collaboration avec le CILSS, le FEWSNET, le PAM et le Gouvernement mauritanien, la FAO a participé à des missions d'évaluation des productions agricoles et des parcours

en septembre et octobre 2011, ainsi qu'à des missions en matière de sécurité alimentaire et de suivi des marchés ayant eu lieu en janvier 2012. D'autres activités sont en cours de formulation.

➤ **Résultat 3 - Observer pour préserver : le suivi et les SAP de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont fonctionnels, coordonnés et intégrés aux niveaux national et régional**

La FAO continue son soutien au plan national Emel et fournit une assistance technique pour évaluer et assurer le suivi de la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle en étroite collaboration avec les partenaires du Cluster sécurité alimentaire. Le détail des activités est en en cours de formulation.

➤ **Résultat 4 - Se préparer à la réponse : les capacités de préparation aux catastrophes/crises sont renforcées**

En appui à la coordination, la FAO va promouvoir le manuel « Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage » LEGS à travers le Ministère du développement rural et des séances de formations seront délivrées avec une attention particulière à la gestion/réduction des risques et à la préparation aux catastrophes.

➤ **Résultat 5 - Informer et communiquer pour savoir : appui à la gestion des connaissances et des bonnes pratiques de réduction des risques**

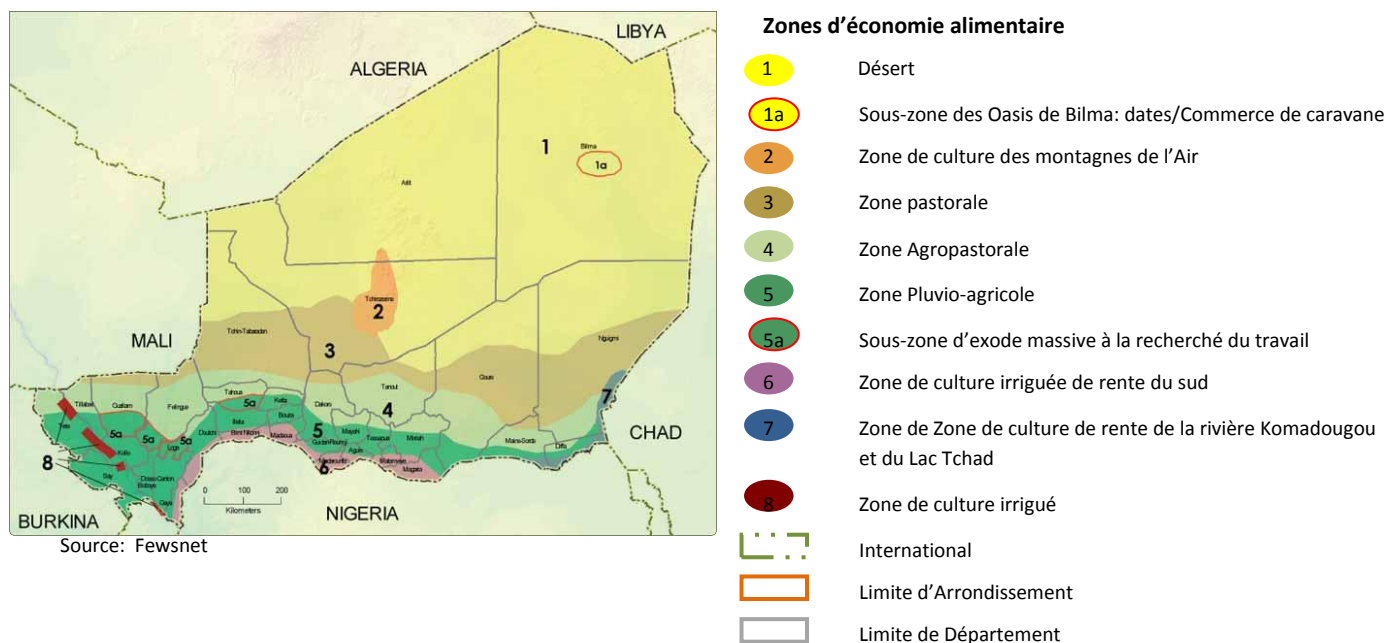
Ces activités détaillées sont en cours de formulation et viendront en appui à l'assistance planifiée en faveur des pasteurs, agro-pasteurs et maraîchers vulnérables. Une attention particulière sera donnée à la capacité et au niveau de connaissance des éleveurs et à la protection de leurs intérêts qui méritent d'être renforcés.

Besoins de financement 2012

Afin d'obtenir une réponse efficace à la situation d'urgence alimentaire et agricole en Mauritanie, la FAO estime les besoins en 2012 à 9 000 000 USD.

Interventions Mauritanie 2012	Nombre de Personnes ciblées	Montant (USD)
<i>Agriculteurs et agro-pasteurs</i> : soutien au relèvement des ménages vulnérables par les cultures maraîchères et leur transformation, l'appui à la production pluviale, la mise en œuvre de champs-école et l'éducation à la nutrition.	210 000	1 712 500
<i>Éleveurs et déplacés</i> : soutien par le déstockage, production et distribution de fourrage, aliments bétail améliorés, services vétérinaires pour la reconstitution du petit bétail, dotation en intrants zootechniques et vétérinaires, à la pratique des cultures fourragères et le soutien à la constitution de stocks fourragers de qualité pour les ménages vulnérables	287 500	7 187 500
Appui à la coordination, et soutien aux activités d'évaluation et de suivi de la sécurité alimentaire.	-	100 000
Total	497 500	9 000 000

NIGER



POINTS CLÉS

- 5 458 871 personnes en situation d'insécurité alimentaire immédiate, sévère et modérée (chiffre en hausse).
- Portefeuille actuel des projets d'urgence de la FAO au Niger d'un montant de 13,6 millions USD fournissant un appui à 2 329 200 personnes.
- Principaux bailleurs : Belgique, Suède, Autriche, Finlande, USAID et CERF.
- Un appui supplémentaire est nécessaire afin de répondre aux besoins immédiats de 3 426 000 personnes affectées par la crise.
- Le CAP est en cours de révision et les besoins financiers et le nombre de personnes ciblées par la FAO ont fortement augmenté et quasi doublé.

Analyse de la situation

Au Niger, en raison des effets conjugués des épisodes de sécheresse et des attaques de ravageurs qui ont affecté les rendements des cultures, l'évaluation de la campagne agricole dégage un déficit céréalier brut de 692 500 tonnes représentant 17 pour cent des besoins de la population. Les zones affectées par les mauvaises récoltes concernent 4 967 villages agricoles répartis dans l'ensemble des régions, soit 46 pour cent des villages agricoles comptant une population de plus de 5 millions de personnes. Les régions les plus touchées sont : Tillabéry, Dosso, Tahoua, Maradi, Zinder et Diffa.

Le bilan fourrager enregistré se caractérise globalement par un déficit théorique de 10 222 308 de tonnes de matières sèches. Ce déficit représente les besoins de 6 013 181 UBT soit 50 pour cent des UBT séjournant dans le pays. Les régions les plus affectées sont celles de Tillabéry, Tahoua et Zinder qui enregistrent plus de 50 pour cent du déficit total. L'augmentation du prix des aliments pour bétail couplée à l'augmentation des prix des céréales combinée à la détérioration de l'embonpoint des animaux va aggraver la détérioration des termes de l'échange en défaveur des éleveurs.

Plus de la moitié des villages du Niger (6 981) se trouvent en situation de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Cette situation laisse présager une saison de soudure particulièrement difficile et une augmentation des taux de malnutrition infantile et maternelle. Cette situation risque de se dégrader

suite à l'arrivée de réfugiés maliens fuyant l'insécurité qui prévaut au nord de leur pays. Face aux risques d'insécurité alimentaire, le gouvernement a élaboré un plan de soutien aux populations vulnérables 2011-2012 et lancé un appel à l'aide internationale.

Populations vulnérables et bénéficiaires

Les résultats de l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire menée par le SAP au Niger en novembre 2011 montrent que 35 pour cent des ménages, soit 5 458 871 personnes sont dans une situation d'insécurité alimentaire, dont 8,5 pour cent sont en insécurité alimentaire « sévère », soit 1 324 435 personnes et 4 134 436 personnes considérées en situation d'insécurité alimentaire modérée. Elles ne disposent, dans leur majorité, ni de stock alimentaire, ni de bétail et mettent en œuvre actuellement plusieurs stratégies de survie.

Total des personnes en insécurité alimentaire immédiate, sévère, et modérée	Personnes appuyées actuellement par la FAO (Février 2012)	Personnes additionnelles ciblées par la FAO en 2012
5 458 871	2 329 200	3 426 000

Partenariats

- Le gouvernement : Ministère de l'élevage, le Ministère de l'agriculture, la cellule de crise alimentaire et le SAP en appui au plan gouvernemental de soutien aux populations vulnérables.
- Les agences des Nations Unies : le PAM et OCHA.
- Les organisations de la société civile : les organisations de producteurs, les associations d'éleveurs, les ONG nationales et internationales.
- Les bailleurs de fonds : Belgique, Suède, Autriche, Finlande, USAID et CERF.
- Autres partenaires techniques : l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides, l'Institut national de la recherche agronomique du Niger, faculté d'agronomie, etc.
- Projets de développement de la FAO: projet IARBIC – Intensification de l'agriculture par les boutiques d'intrants coopératives, Projet de petite hydraulique pour la sécurité alimentaire dans les régions de Zinder et Tahoua, etc. et ceux d'autres partenaires.

Programme d'urgence et de réhabilitation en cours

L'Unité de Coordination des urgences et de la réhabilitation (ERCU) de la FAO au Niger a été mise en place à la suite de la crise alimentaire aigüe de 2005 et continue son appui à la gestion des risques et des crises agricoles et alimentaires du pays. Au cours des quatre derniers mois, le programme d'urgence de la FAO au Niger a mis en œuvre neuf projets. Le nombre total de bénéficiaires des activités mises en œuvre est estimé à 323 500 ménages, soit 1 009 320 femmes, 931 680 hommes et 388 200 enfants. Le programme en cours porte sur les axes suivants :

- **Actions de réhabilitation** : quelque 4 850 ha ont été emblavés en multiplication de semences en saison humide 2011 afin de produire des semences de qualité. La production est estimée à 2 620 tonnes de semences locales améliorées de mil, sorgho, niébé et arachide au bénéfice d'organisations de producteurs. Cette production représente près de 47 pour cent de la production de semences améliorées au Niger en 2011 (estimée à 5 600 tonnes). Par ailleurs, 2 500 ha supplémentaires ont été mis en valeur par les producteurs multiplicateurs sur les acquis des anciens projets d'urgence de la FAO et ont produit 1 300 tonnes des mêmes espèces. Les bénéficiaires de ces actions sont les organisations de producteurs ayant une expertise dans la conduite de ces opérations. La disponibilité totale en semences améliorées générée avec l'appui de la FAO est donc de 2 620 tonnes de semences représentant plus de 26 pour cent des besoins nationaux pour la saison humide 2012²⁵.

²⁵ Un annuaire national sur la disponibilité en semences améliorées est en voie de finalisation.

- **Agriculture irriguée** : en vue de pallier l'important déficit agricole 2011, le Ministère de l'agriculture a lancé un ambitieux programme de cultures irriguées visant à produire 400 000 tonnes d'équivalent céréalier sous forme de légumes et tubercules. La contribution de la FAO à ce programme se chiffre à 3 500 kg de semences maraîchères, 388 tonnes de semences de pomme de terre et 369 tonnes d'engrais destinés à près de 70 000 ménages. Les bénéficiaires de ces actions sont les ménages des zones vulnérables présentant des potentialités de maraîchage et concernant en grande majorité les femmes. Quelque 4 600 kits de petit matériel agricole pour le maraîchage ont également été mis à la disposition de quelque 13 800 exploitants ainsi que 55 jardins potagers scolaires. Les récoltes sont en cours et contribuent à améliorer la couverture alimentaire des ménages.
- **Agriculture pluviale** : pour la campagne agricole d'hivernage 2012, les besoins exprimés dans le plan de soutien du gouvernement sont de 4 500 tonnes de semences pour lesquelles la FAO a prévu d'intervenir à hauteur de 2 500 tonnes de semences améliorées (soit 55 pour cent des besoins) et 700 tonnes d'engrais dans les zones vulnérables pour les villages déficitaires de plus de 50 pour cent en besoins céréaliers. Pour le moment, seules 500 tonnes de semences ont été financées par les différents bailleurs.
- **Élevage**: Dans le cadre de la recapitalisation du cheptel de petits ruminants, 32 500 chèvres vaccinées et déparasitées doivent être distribuées. Cette intervention porte sur la distribution d'un kit de quatre chèvres et d'un bouc accompagné de 50 kg d'aliment pour bétail par ménage. Tous les animaux seront vaccinés et déparasités avant la distribution. Concernant la sécurisation sanitaire du cheptel, les besoins exprimés par le gouvernement sont de 6 000 000 de doses de vaccins et de 20 000 tonnes d'aliments pour bétail. En réponse à ces besoins, la FAO a fourni jusqu'à ce jour un total de 3 100 000 vaccins (soit plus de 50 pour cent de la demande), 500 000 antiparasitaires, et 4 800 tonnes d'aliments pour bétail. Les processus d'achat sont en cours. Les bénéficiaires de ces actions sont principalement les ménages de petits éleveurs des régions ayant subi de lourdes pertes suite à la crise de 2010. Par ailleurs, la FAO a initié un processus visant le changement de comportement des éleveurs face aux crises récurrentes que connaît le pays par la mise en œuvre de fermes-écoles pastorales. Trente-deux facilitateurs-leaders d'opinion et agents encadreurs des services techniques ont été formés.

Programme de réponse à la crise

➤ Résultat 1 - Protéger et améliorer la résilience des populations vulnérables et marginales

Dans le cadre de la réponse aux urgences agricoles au Niger en appui au gouvernement et selon les axes du programme Sahel de la FAO, les interventions, qui viendront renforcer les activités déjà en cours décrites plus haut, seront les suivantes :

Appui à l'agriculture

Les mesures immédiates suivantes sont envisagées :

- La fourniture de 3 000 kg de semences potagères, 400 tonnes de semences de pomme de terre et 1 000 tonnes d'engrais à 420 000 personnes dont au moins 52 pour cent de femmes des sites des zones vulnérables et des zones inondées pendant la contre-saison.
- La fourniture de 3 850 tonnes de semences améliorées à cycle court de mil, sorgho et niébé et 500 tonnes d'engrais à 700 000 personnes vulnérables des zones déficitaires 2011 dont 40 pour cent femmes pour couvrir 100 000 ha durant la campagne d'hivernage 2012.

Dans la phase post soudure, et post-crise, les interventions de redressement suivantes sont envisagées :

- l'aménagement et/ou la réhabilitation de 350 ha de sites maraîchers.
- La mise en place de 100 jardins potagers au niveau des écoles pour développer l'éducation nutritionnelle pour plus de 5 000 élèves.

- La réhabilitation/construction de plus de 150 boutiques d'intrants agricoles pour renforcer l'approvisionnement agricole de proximité dans les zones critiques.
- La réhabilitation/construction de plus de 150 magasins de stockage pour appuyer la commercialisation de produits agricoles.
- La construction et ou réhabilitation de 200 banques céréalières, en partenariat avec le PAM, dans les zones structurellement déficitaires au profit de 70 000 personnes dont au moins 52 pour cent de femmes et 20 pour cent d'enfants de moins de cinq ans avec des comités de gestion paritaires homme/femme.
- La production de 2 000 tonnes de semences améliorées à cycle court adaptées aux zones structurellement déficitaires.
- La promotion de la distribution de semences améliorées et précoces par la vente subventionnée aux producteurs et la distribution gratuite ciblée aux ménages pauvres et très pauvres.

Appui à l'élevage

Les mesures immédiates sont les suivantes :

- l'achat et la mise en place rapide de 12 000 tonnes d'aliment bétail (soit 63 pour cent de la requête du gouvernement) au profit de 53 000 petits éleveurs dans les zones sinistrées de N'Guigmi, nord Gouré, Tanout et Abalak, du sud du département de Tchirozérine et du nord de la région de Tillabéri (Tera, Tillabéri, Ouallam et Filingué). Au moins 20 pour cent du tonnage acquis sera réservé aux femmes soutiens de famille priorité aux femmes bénéficiaires de chèvres.
- La mise en œuvre d'une opération de déstockage pour environ 10 000 UBT des zones fortement sinistrées au profit de 10 000 éleveurs et femmes éleveurs.
- La protection des animaux des zones sinistrées contre les maladies parasitaires et pseudo-hydro-telluriques à travers la mise en place de 6 000 000 doses de vaccins, 1 000 000 de bolus antiparasitaires et 200 000 sachets poly-vitaminés au profit de 200 000 éleveurs.

Dans la phase post crise après octobre 2012, les actions de réhabilitation suivantes sont retenues :

- la sélection d'ONG et leur dotation en équipements en vue de la fabrication des blocs multi nutritionnels densifiés à partir des résidus des récoltes. Au moins 20 pour cent des blocs multi nutritionnels densifiés seront destinés exclusivement aux femmes ayant des enfants de moins de cinq ans et bénéficiaires de l'opération chèvre.
- L'installation des sites écoles pastoraux auprès des groupements d'éleveurs dans chacun des départements suivants pour stimuler le changement de comportement : Abalak, Dakoro, Tchirozérine, Tanout et Gouré. Les thématiques de déstockage stratégique, de stratégie d'auto affouragement et exploitation du cheptel en période de crise pastorale, de gestion efficace des effectifs du bétail, de santé animale, des blocs multi nutritionnels densifiés seront abordés par ces PFS. Il est prévu la participation à parité égale entre les éleveurs et les éleveuses chef de ménages responsables de la gestion du troupeau familial.

Gestion des ressources naturelles

- L'amélioration des revenus de 10 000 personnes dont 50 pour cent de femmes à travers des interventions d'argent contre travail pour la protection des ressources naturelles (appui à la production agricole, protection des terres agricoles et/ou restauration des terres dégradées).
- La mise en œuvre des activités argent contre travail pour la réhabilitation de 5 000 ha d'aires et enclaves pastorales dégradées au profit de 5 000 personnes dont 30 pour cent de femmes. L'intervention intéressera les pâturages avec une très forte infestation d'espèces non appréciées, les pâturages exposés à l'érosion et les enclaves pastorales dégradées en zone agricole.

➤ **Résultat 2 - Gouverner les risques et les crises : les capacités institutionnelles de coordination et de gestion des risques et de crises sont renforcées**

La FAO participe aux réunions de travail du Cluster Sécurité Alimentaire à Abéché et N'Djamena. Le renforcement des capacités de coordination et gestion des crises se fera en particulier sous l'égide du Cluster présidé par les institutions nationales. Les échanges inter-cluster seront aussi développés. La FAO appuiera la dynamisation des composantes régionales du Cluster Sécurité Alimentaire. La FAO continuera d'appuyer les efforts de coordination pour maximiser les synergies et complémentarités d'intervention des différents partenaires

L'identification, avec les partenaires, des options de réponse prioritaires dans le domaine de la sécurité alimentaire sera appuyée ainsi que l'organisation et la conduite des ateliers de planification du suivi et évaluation des activités avec les partenaires.

➤ **Résultat 3 - Observer pour préserver : le suivi et les SAP de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont fonctionnels, coordonnés et intégrés aux niveaux national et régional**

En collaboration avec le CILSS, FEWSNET, le PAM et le gouvernement du Niger, la FAO a participé à des missions d'évaluation des productions végétales en septembre et octobre 2011, ainsi qu'à des missions en matière de sécurité alimentaire et de suivi des marchés ayant eu lieu en janvier 2012. La FAO appuie financièrement et participe aux évaluations communes FAO-FEWSNET-PAM-gouvernement sur la vulnérabilité et le ciblage.

La FAO continuera d'appuyer la conduite des évaluations conjointes sur la sécurité alimentaire afin de fournir des informations utiles à la prise de décisions. De plus, l'appui au développement d'outils méthodologiques d'analyse situationnelle (Cadre harmonisé bonifié, évaluation des moyens d'existence, etc.) aura aussi une attention prioritaire.

➤ **Résultat 4 - Se préparer à la réponse : les capacités de préparation aux catastrophes/crises sont renforcées**

La FAO appuie et continuera à appuyer la préparation des plans de soutien aux populations en insécurité alimentaire. La formation et appui conseil aux agents d'encadrement, partenaires et aux producteurs/productrices dans le domaine de préparation aux crises et catastrophes se fera également à travers les fermes-écoles. Les activités détaillées sont en cours de formulation.

➤ **Résultat 5 - Informer et communiquer pour savoir : appui à la gestion des connaissances et des bonnes pratiques de réduction des risques**

Le transfert de connaissances, la formation et appui-conseil aux agents d'encadrement, partenaires et aux producteurs/productrices se fera en particulier à travers les fermes-écoles. D'autres activités sont en cours de formulation, en particulier pour un échange de pratiques, savoir-faire et expérience entre les pays de la sous-région.

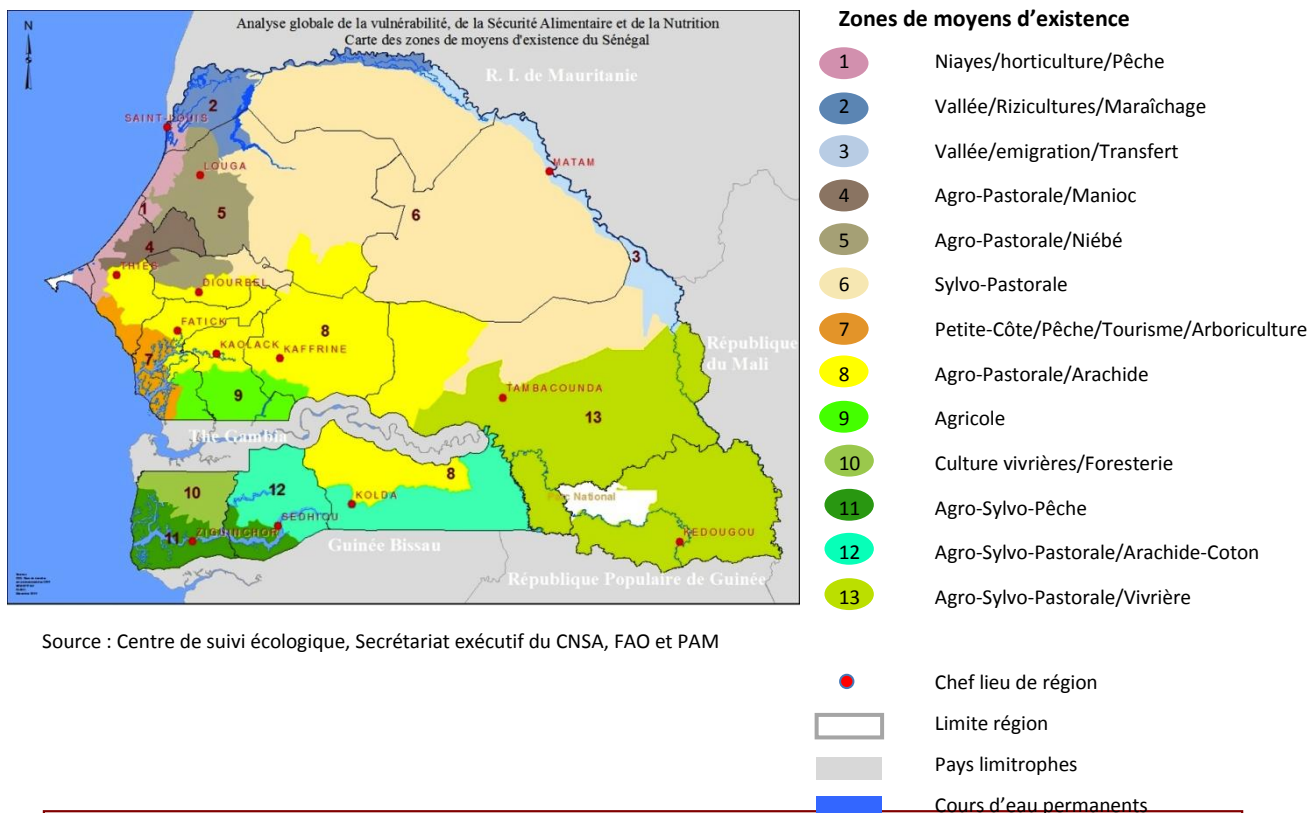
Besoins de financement 2012*

Pour la réponse à la crise au Niger, la FAO estime les besoins à **23 344 200 USD pour l'année 2012.**

Interventions Niger 2012	Nombre de personnes ciblées	Montant (USD)
<i>Agriculteurs</i> : soutien au relèvement des ménages vulnérables par le renforcement des capacités de production durant la saison sèche (cultures de contre-saison) et la saison d'hivernage (variétés améliorées à cycle court de mil, sorgho, pois, etc.) et aide en régénération des sols et conservation des ressources naturelles.	1 761 000	13 371 500
<i>Pasteurs</i> : soutien à la résilience des pasteurs par la distribution de fourrage et aliments, abattage, services vétérinaires, formation et appui en bonnes pratiques d'élevage et champs école, et éducation en nutrition.	1 665 000	10 072 700
Total	3 426 000	23 344 200 (*)

(*) Ces besoins correspondent au CAP Niger 2012. A noter que ce CAP est en cours de révision pour prendre en compte l'évolution de la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays. Le montant s'élèvera à plus de 46 millions d'USD.

SÉNÉGAL



Source : Centre de suivi écologique, Secrétariat exécutif du CNSA, FAO et PAM

POINTS CLÉS

- 739 251 personnes en situation d'insécurité alimentaire immédiate, sévère et modérée.
- Portefeuille actuel des projets d'urgence de la FAO au Sénégal d'un montant de 840 000 USD.
- Principaux bailleurs : Suède, USAID/OFDA, Brésil et Espagne.
- Un appui supplémentaire est nécessaire afin de répondre aux besoins immédiats de 350 000 personnes affectées par la crise.

Analyse de la situation

En 2011, le Sénégal a vu une baisse des productions céréalières de 36 pour cent par rapport l'année précédente et de 20 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale. Sur le marché de Kaolack, qui joue un rôle important dans la formation des prix des céréales sèches à l'échelle du bassin ouest, le prix du mil au détail a augmenté de 42 pour cent par rapport à septembre 2010. Au plan nutritionnel le taux de malnutrition aigüe globale se situe entre 10 pour cent et 15 pour cent dans deux régions (données enquête SMART novembre 2011 période post-récolte) et il y a donc un risque élevé d'aggravation de la situation (prochaine enquête SMART en avril 2012).

Populations vulnérables et bénéficiaires

La FAO estime les besoins à 5 100 000 USD pour apporter une assistance à près de 350 000 bénéficiaires (dont au moins 20 pour cent de femmes à travers les groupements de promotion féminins).

Total des personnes en insécurité alimentaire immédiate, sévère et modérée (*)	Personnes appuyées actuellement par la FAO (Février 2012)	Personnes additionnelles ciblées par la FAO en 2012
739 251	2 232 femmes.	350 000

*324 514 personnes sont considérées en situation d'insécurité alimentaire sévère et 414 737 personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée.

Partenariats

- **Le gouvernement** : Le Ministère de l'agriculture, celui de l'élevage, les partenaires opérationnels incluant les services décentralisés de l'État et le SAP, le Projet d'appui à la petite irrigation locale et d'autres structures étatiques, telles que l'Institut national de pédologie (INP) et les projets nationaux tels que le Projet d'appui à la petite irrigation (PAPIL).
- **Les agences des Nations Unies** : le PAM, UNICEF, et OCHA.
- **Les organisations de la société civile** : Les groupements de promotion féminins, les ONG locales et/ou internationales.
- **Les bailleurs de fonds** : Suède, USAID, Brésil, Espagne et CERF.

Programmes d'urgence et de réhabilitation en cours

Au Sénégal, depuis 2007, la FAO, à travers le REOWA, met en œuvre des opérations d'urgence et de réhabilitation/gestion et réduction des risques de catastrophes. Suite aux mauvaises productions agricoles de 2007 et à la flambée des prix agricoles en 2008, aux inondations de 2009 et aux mauvaises productions de 2011, le REOWA a mis en œuvre un programme de renforcement des moyens d'existence des ménages vulnérables. Ces activités ont permis d'assister les ménages vulnérables en semences vivrières et maraîchères, en engrais, en petit matériel, en clôture de périmètres maraîchers et en formations de renforcement de capacités techniques et managériales.

Les actions portent en particulier sur les axes suivants :

- **SAP national** : dans le cadre d'un projet conjoint FAO-PAM-UNICEF en cours depuis 2009 (et réalisé en partenariat avec le Secrétariat Exécutif du Conseil national de Sécurité Alimentaire et les services techniques du gouvernement), l'appui se réalise à travers le renforcement des capacités nationales et décentralisées et par la participation au suivi permanent de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel (enquête d'analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, appui au Secrétariat Exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire dans la préparation, l'organisation et la mise en œuvre des enquêtes régulières auprès des ménages, promotion du Cadre harmonisé d'analyse permanente de la vulnérabilité courante, contribution au développement d'analyses et de recommandations basées sur les moyens d'existence des ménages, organisation d'ateliers thématiques).
- **Maraîchage** : achat et distribution de semences, intrants et petit matériel agricoles à 63 groupements féminins vulnérables, soit 2 232 membres répartis dans une cinquantaine de villages de la région de Kédougou ; formations des bénéficiaires aux bonnes pratiques de production maraîchère (fertilisation, protection des cultures, choix du terrain, confection de pépinières, repiquage etc.), et introduction à l'approche de gestion intégrée de la production et de lutte contre prédateurs avec des produits « bio » fabriqués par les productrices mêmes.
- **Riziculture** : achat et distribution de semences certifiées de riz et d'engrais auprès de 2 500 ménages vulnérables de la région de Kédougou.
- **Formation en gestion et réduction des risques** : dans le cadre de sa stratégie de gestion des risques de catastrophes, la FAO-REOWA a soutenu la formation de formateurs auprès des autorités locales et leaders communautaires de la région de Saint-Louis en matière d'adaptation au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophes.

Programme de réponse à la crise

➤ **Résultat 1 - Protéger et améliorer la résilience des populations vulnérables et marginales**

Appui à l'agriculture

Renforcer les capacités de production agricole des ménages vulnérables pendant l'hivernage 2012, à travers:

- la mise à disposition de semences vivrières sélectionnées à cycle court (mil, sorgho, riz et niébé) et d'engrais;
- la mise à disposition de semences maraîchères d'hivernage (pastèque et gombo) et d'engrais, aux groupements de femmes qui s'activent dans le maraîchage dans la zone d'intervention du projet.
- l'apport de conseils agro météorologiques aux ménages vulnérables pour la mise en œuvre des itinéraires techniques de production céréalière et de la pastèque (suivi terrain, diffusion par le biais des radios communautaires);
- la formation des ménages vulnérables en gestion et techniques de production.

Appui à l'élevage

Préserver les capacités de production pastorale des ménages vulnérables en 2012 à travers :

- la mise à disposition de d'aliments pour bétail ;
- le renforcement des moyens d'existence des ménages vulnérables.

Gestion des ressources naturelles

Afin de mitiger l'impact des catastrophes et d'améliorer la résilience des communautés, les actions rapides suivantes seront préparées avec les partenaires du secteur (INP, PAPIL) afin de :

- préserver et restaurer les terres agricoles et améliorer l'accès à l'eau (digues de retenue et anti-sel, plantation d'arbres utiles, réhabilitation de points d'eau, réhabilitation de bas-fonds et de périmètres maraîchers) ;
- gérer les ressources hydriques et limiter l'érosion : mares pastorales, cordons pierreux, gabions diguettes, digues de régulation, diguettes de séparation, etc.

➤ **Résultat 2 - Gouverner les risques et les crises : les capacités institutionnelles de coordination et de gestion des risques et de crises sont renforcées**

La FAO coordonne sa réponse à la crise avec les partenaires en participant aux réunions de travail sur la sécurité alimentaire. Au Sénégal la FAO a participé à l'étude de suivi sur les zones à risques en collaboration avec le PAM et le Secrétariat Exécutif national de la sécurité alimentaire et poursuit son appui technique au SAP.

La FAO continuera à apporter un soutien à la coordination, contribuant aux travaux des différents groupes de travail nationaux et régionaux actifs dans le pays (Groupe de coordination sécurité alimentaire co-présidé avec le PAM, Groupe informel nutrition, plateforme de gestion des risques de catastrophes, Groupe de travail développement rural et sécurité alimentaire).

➤ **Résultat 3 - Observer pour préserver : le suivi et les SAP de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont fonctionnels, coordonnés et intégrés aux niveaux national et régional**

La FAO continuera son soutien du SAP au Sénégal à travers le renforcement des capacités en matière de collecte d'informations primaires; classification intégrée des données secondaires (Cadre harmonisé); élaboration de bulletins mensuels pertinents; techniques de communication; et plaidoyer en faveur de financements durables.

➤ **Résultat 4 - *Se préparer à la réponse* : les capacités de préparation aux catastrophes/crises sont renforcées**

La FAO développera la formation des institutions et communautés en gestion/réduction des risques de catastrophes, et la sensibilisation à la gestion de risques de catastrophes à l'attention des ménages bénéficiaires et des leaders communautaires (sessions de formation participatives, messages à travers les radios communautaires).

➤ **Résultat 5 - *Informier et communiquer pour savoir* : appui à la gestion des connaissances et des bonnes pratiques de réduction des risques**

Les activités sont en cours de formulation pour une gestion nationale et régionale des connaissances et des bonnes pratiques en appui à la résilience des populations vulnérables de la région du Sahel.

Besoins de financement 2012

Afin d'atteindre une meilleure préparation et une réponse efficaces devant les menaces et situations d'urgence alimentaires et agricoles au Sénégal, la FAO estime les besoins à 5,1 millions USD en 2012 pour apporter une assistance à près de 350 000 bénéficiaires (dont au moins 20 pourcent de femmes à travers les groupements de promotion féminins).

Interventions Sénégal 2012	Nombre de personnes ciblées	Montant (USD)
<i>Agriculteurs</i> : soutien au relèvement des ménages vulnérables par la mise à disposition de semences vivrières sélectionnées à cycle court de mil, sorgho, riz et niébé, et d'engrais de semences et de matériel maraîchers et des formations en techniques de production des bénéficiaires. <i>Éleveurs</i> : mise à disposition d'aliments pour bétail.	350 000	4 564 900
Appui à la coordination et au système de suivi de l'information et d'alerte précoce.	-	-
Appui renforcé au groupe de coordination sécurité alimentaire et au groupe de travail DRR de réduction des risques de catastrophes.	-	126 375
Appui aux systèmes de préparation et de gestion des risques de catastrophes et sensibilisation (conseils agro-météorologiques pour la mise en œuvre des itinéraires techniques de production céréalière et de la pastèque ; sensibilisation à la gestion des risques des ménages bénéficiaires et des leaders communautaires des zones d'intervention, formations participatives, messages via radios communautaires).	-	408 725
Total	350 000	5 100 000

TCHAD



Source: Fewsnet

Zones d'économie alimentaire

- 1 Zone du Sud de culture de Rente/Coton/Arachide
- 2 Zone du Sud de culture de Rente/Riz
- 3 Zone du Sud-Est de culture de Décruce
- 4 Zone de l'Est de culture Pluviale Céréalière
- 5 Zone de l'Ouest Agropastorale
- 6 Zone Centrale Agro-Pêche-Élevage
- 7 Zone Centrale de culture de Décruce et Pêche
- 8 Zone du Nord d'Élevage Transhumant
- 9 Zone du Nord d'Élevage Camelin/Dattes/Sel (Natron)

- Limite internationale
- Limite préfecture
- Limite sous-préfecture

POINTS CLÉS

- 3 622 200 personnes en situation d'insécurité alimentaire immédiate, sévère et modérée.
- Portefeuille actuel des projets d'urgence de la FAO au Tchad d'un montant de 10,35 millions d'USD.
- Principaux bailleurs : Belgique, CERF, ECHO, Union européenne, USAID et Suède.
- Un appui supplémentaire est nécessaire afin de répondre aux besoins immédiats de 470 500 personnes affectées par la crise.

Analyse de la situation

Au Tchad, dans les régions centrales du Sahel, le démarrage de la végétation était normal entre mai et juin 2011, caractérisé par un profil similaire à celui de la moyenne 1998-2010. Depuis début juillet 2011, la croissance de la végétation stagne et la production de biomasse observée est toujours inférieure à la moyenne. Le stress hydrique subi par les cultures en phase végétative est tel que les dernières précipitations ne pourront pas améliorer le rendement des cultures affectées. Il en est de même pour la croissance des graminées sauvages au sud de cette zone, ce qui y présage une faible production fourragère. La campagne agropastorale 2011/2012 a été caractérisée par une baisse importante de production due au déficit pluviométrique et aux ennemis des cultures, ayant engendré au Tchad un déficit céréalier brut de 626 000 tonnes environ (30 pour cent des besoins). Sur le plan pastoral, l'état des pâturages et le remplissage des mares ont été en général mauvais et ont provoqué des mouvements précoces de transhumances. Au niveau des marchés depuis mars 2011, une hausse continue des prix est observée. Le niveau d'approvisionnement reste faible en zone sahélienne avec une forte pression sur les marchés dans les zones de production.

Cette situation s'est traduite par une croissance de l'insécurité alimentaire dans plusieurs zones du pays, dont la bande sahélienne où une forte probabilité de crise alimentaire et nutritionnelle se dessine.

Populations vulnérables et bénéficiaires

Selon l'enquête de vulnérabilité du PAM de décembre 2011-janvier 2012, 1 180 300 personnes sont en insécurité alimentaire sévère et 2 441 900 en insécurité alimentaire modérée, soit 3 622 200 personnes en insécurité alimentaire (soit près de 30 pour cent de la population nationale, variable par zone, et 60 pour cent en zone sahélienne). Selon l'Enquête nationale sur la sécurité alimentaire de décembre 2011, les niveaux d'insécurité alimentaire globale (modéré + sévère) par région se présentent de la manière suivante : au niveau national, 40 pour cent et au niveau régional, Sila : 64,7 pour cent, Ouadai : 61 pour cent, Batha : 50,7 pour cent, Barh El Gazal : 50 pour cent, Kanem : 45 pour cent, Wadi Fira : 44,8 pour cent et Lac : 25 pour cent. Pour la zone sahélienne qui est la plus touchée, 1,21 millions de personnes victimes de la crise alimentaire devraient être assistées.

Total des personnes en insécurité alimentaire immédiate, sévère et modérée (*)	Personnes actuellement appuyées par la FAO (Février 2012)	Personnes additionnelles ciblées par la FAO en 2012
3 622 200	n.a.	470 500

* 1 180 300 personnes sont considérées en situation d'insécurité alimentaire sévère et 2 441 900 personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée.

Partenariats

- **Le gouvernement** : les services publics déconcentrés de l'Office national du développement rural et les services du Ministère de l'élevage.
- **Les agences des UN** : PAM et UNICEF.
- **Les organisations de la société civile** : ONG nationales et internationales.
- **Les bailleurs de fonds** : Belgique, CERF, ECHO, Union européenne, USAID, et Suède.

Programme d'urgence et de réhabilitation en cours

Pour atténuer les effets de cette crise prévisible, l'équipe d'urgence de la FAO au Tchad a adopté les axes d'intervention suivants dans les zones du Sahel est, centre, sud et ouest:

- **Assistance alimentaire aux ménages affectés** à travers une opération de vivres contre travail dans la région du Kanem, en partenariat avec le PAM. Cette opération profite à environ 6 000 ménages pendant cinq mois (1 300 tonnes de vivres) et permettra de mettre en place des haies vives autour de 60 ouaddis dans le Kanem.
- **Protection des moyens d'existence des petits éleveurs** affectés par le déficit fourrage à travers une opération de distribution d'aliments de bétail. Le projet couvre l'est du Sahel tchadien avec 3 100 ménages d'agro-pasteurs pour plus de 697,5 tonnes d'aliments de bétail pour couvrir les besoins d'environ 15 500 petits ruminants.
- **Renforcement des capacités de productions pluviale et maraichère** des ménages agricoles victimes de la sécheresse à travers une opération de distribution de semences pluviales devant toucher 29 200 ménages à l'est du Tchad. Un autre projet devrait couvrir les besoins de plus de 40 000 ménages dans le Sahel ouest et centre du Tchad.
- **Lutte contre la malnutrition dans la zone sahélienne** du Tchad à travers la petite irrigation et l'appui au petit élevage par trois projets en cours (mise en place de forages avec motopompes dans le Kanem et le Barh El Gazal, distribution de chèvres aux femmes avec aliments de compléments).
- **Amélioration du système d'information sur la sécurité alimentaire** dans le Sahel ouest à travers deux opérations dans le Kanem appuyant le dispositif régional et national de gestion et de prévention des crises du Tchad ainsi que les diagnostics et évaluation des besoins en sécurité alimentaire.

Programme de réponse à la crise

➤ **Résultat 1 - Protéger et améliorer la résilience des populations vulnérables et marginales**

Appui à l'agriculture

En 2012, en plus de la mise en œuvre des projets de réponses d'urgence déjà définis et liés aux semences de cultures pluviales, la FAO appuiera les interventions suivantes :

- les cultures de contresaison 2012-2013 dans la bande sahéenne (semences et outillage pour le maraîchage et contresaison). Les actions viseront en outre à améliorer l'accès à la nourriture par l'appui à des programmes de vivres contre travail, de formation ou cash en collaboration avec le PAM et d'autres partenaires ;
- appui aux retours des déplacés internes dans le Sahel est (stockage, transports et transformation des produits, développement de la traction animale, etc.) et jardins scolaires.

Afin d'améliorer de façon durable la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables et accroître leur résilience, la FAO propose deux programmes intégrés de trois ans respectivement pour le Sahel ouest et le Sahel est :

- (i) le Programme du Sahel ouest vise les zones du Kanem, du Lac et du Bar El Gazal présentant des taux élevés de malnutrition et en particulier les ménages soutenus par des femmes seules, ou ayant de nombreux dépendants, et les familles de travailleurs saisonniers aux revenus souvent les plus faibles ;
- (ii) le Programme du Sahel est vise à appuyer les populations de déplacés internes, de réinstallés et de retournés dans les zones de retour des régions du Ouaddai et du Sila.

Appui à l'élevage

En 2012, la FAO prévoit d'assister les pasteurs et agropasteurs vulnérables à accéder à des aliments complémentaires pour bétail, à des soins vétérinaires afin de protéger et sauvegarder au maximum leurs troupeaux et à reconstituer leur cheptel après la crise.

En plus de la mise en œuvre des projets de réponses d'urgence pour la distribution d'aliments du bétail aux éleveurs sahéens, la FAO appuiera le petit élevage à travers la distribution de chèvres aux femmes et l'appui aux agents locaux de santé animale notamment dans le cadre des actions de réhabilitation pour l'appui au retour des déplacés internes à l'est du Tchad pendant la période 2012/2013.

Gestion des ressources naturelles

Dans le Sahel ouest, les actions d'appui à la petite irrigation (puits maraîchers, forages, motopompes, etc.) sont envisagées ainsi que des actions de protection des bas-fonds contre l'invasion par les dunes.

➤ **Résultat 2 - Gouverner les risques et les crises : les capacités institutionnelles de coordination et de gestion des risques et de crises sont renforcées**

La FAO afin de maximiser la coordination, les synergies et les complémentarités participe aux réunions de travail des partenaires techniques et financiers sur la sécurité alimentaire, aux réunions des chefs d'agences NU ainsi qu'à celles organisées par le bureau pour la Sécurité alimentaire.

La FAO prévoit de continuer d'appuyer la mise en place du dispositif régional et national de gestion et de prévention des crises et catastrophes du Tchad. Les activités détaillées sont en cours de formulation.

➤ **Résultat 3 - Observer pour préserver : le suivi et les SAP de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont fonctionnels, coordonnés et intégrés aux niveaux national et régional**

En collaboration avec le CILSS, FEWSNET, PAM et le Gouvernement du Tchad, la FAO a participé à des missions d'évaluation des cultures en septembre et octobre 2011, ainsi qu'à des missions en matière de sécurité alimentaire et de suivi des marchés ayant eu lieu en janvier 2012. La FAO envisage de continuer d'appuyer les institutions nationales du système d'information sur la sécurité alimentaire (et au niveau régional dans le Sahel ouest). Dans le cadre du Cluster sécurité alimentaire, il sera en outre réalisé un ensemble complémentaire de diagnostics et évaluations des besoins en sécurité alimentaire. Le détail de ces activités est en cours de formulation.

➤ **Résultat 4 - Se préparer à la réponse : les capacités de préparation aux catastrophes/crises sont renforcées**

Ces activités sont en cours de formulation.

➤ **Résultat 5 - Informer et communiquer pour savoir : appui à la gestion des connaissances et des bonnes pratiques de réduction des risques**

Ces activités en cours de formulation.

Besoins de financement 2012

Afin d'assurer une réponse efficace aux menaces et situations d'urgence alimentaire et agricole au Tchad, la FAO estime les besoins à 10 357 000 USD pour assister approximativement 470 500 personnes (selon les besoins de la FAO exprimés dans le CAP 2012).

Interventions Tchad 2012	Nombre de personnes ciblées	Montant (USD)
<i>Agro-pasteurs</i> : soutien au relèvement des ménages vulnérables par les cultures maraîchères et de contre-saison.	300 000	3 000 000
<i>Agro-pasteurs déplacés internes, réinstallés, retournés et familles d'accueil</i> : appui en petites infrastructures, transformation des aliments, redémarrage du petit élevage dans les zones de Ouaddai et du Sila.	152 500	3 757 000
<i>Gestion de l'eau</i> : construction de puits, forages maraîchers et infrastructures de petite irrigation.	18 000	3 600 000
Appui à la <i>coordination</i> et au système de monitoring de l'information et d'alerte précoce.	-	En cours
Total	470 500	10 357 000